



UN LIBRARY

A/CONF.94/8/Rev.1

JUN 24 1980

UN/SA COLLECTION

# **CONFÉRENCE MONDIALE DE LA DÉCENNIE DES NATIONS UNIES POUR LA FEMME:**

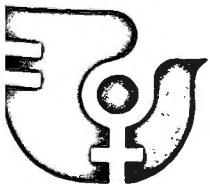
## **Egalité, développement et paix**

**Copenhague, Danemark  
14-30 juillet 1980**

**EXAMEN ET EVALUATION DES PROGRES ACCOMPLIS DANS L'APPLICATION  
DU PLAN D'ACTION MONDIAL : EMPLOI**

**Point 8 de l'ordre du jour provisoire**

80-13215



Rapport du Secrétaire général

RESUME

Le présent rapport contient un examen et une évaluation des efforts entrepris à l'échelon national pour atteindre les objectifs minimums énoncés au paragraphe 46 du Plan d'action mondial en vue de la réalisation des objectifs de l'Année internationale de la femme. Il comprend une analyse des progrès réalisés et des obstacles rencontrés dans le domaine de l'emploi.

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
INTRODUCTION .....	1 - 8	1
I. PRINCIPAUX FACTEURS DETERMINANTS ET CARACTERIS- TIQUES DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE DES FEMMES ET DES POSSIBILITES D'EMPLOI QUI LEUR SONT OFFERTES .....	9 - 94	4
A. Le développement économique et le rôle économique des femmes .....	9 - 75	4
1. Tendances enregistrées dans les pays en développement .....	14 - 43	6
a) Tendances de l'emploi dans le secteur agricole .....	14 - 23	6
b) Tendances de l'emploi dans les secteurs autres que l'agriculture ...	24 - 33	9
c) Les migrations et la situation et les possibilités socio-économiques des femmes .....	34 - 43	14
2. Tendances actuelles dans les pays développés .....	44 - 58	19
a) Tendances enregistrées dans les pays à économie planifiée .....	44 - 50	
b) Tendances observées dans les pays développés à économie de marché .....	51 - 58	20
3. Effet de la récente crise économique sur l'emploi des femmes .....	59 - 69	24
4. Les femmes et le syndicalisme .....	70 - 75	27
B. La sous-estimation de l'activité de production et de la participation économique des femmes, et la répartition des tâches au sein des ménages .....	76 - 79	30
C. Les femmes en tant que chefs de famille .....	80 - 94	32
II. MESURES PRISES PAR LES ETATS MEMBRES EN VUE D'AMELIORER LES POSSIBILITES D'EMPLOI ET LES CONDITIONS DE TRAVAIL DES FEMMES .....	95 - 148	35
A. Mesures destinées à permettre aux femmes de combiner travail et responsabilités familiales .....	98 - 123	35
1. Mesures visant à modifier les conditions de travail .....	98 - 108	35
2. Mesures visant à alléger le travail domestique .....	109 - 115	39

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
3. Mesures visant à faire reconnaître la valeur du travail domestique .....	116 - 119	41
4. Mesures visant à donner aux hommes la possibilité et le désir d'assumer leur part des travaux domestiques .....	120 - 123	42
B. Mesures visant à assurer l'égalité entre l'homme et la femme en matière d'accès à l'emploi et de conditions de travail .....	124 - 134	43
C. Mesures et programmes visant à améliorer la condition économique des femmes dans les zones rurales .....	135 - 148	47
III. VUE D'ENSEMBLE .....	149 - 155	50



## INTRODUCTION

1. Le présent rapport du Secrétaire général a été établi par le secrétariat de la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme, 1980, conformément au paragraphe 7 de la résolution 3490 (XXX) en date du 12 décembre 1975 de l'Assemblée générale et aux résolutions 2060 (LXII) et 1978/28 du Conseil économique et social en date, respectivement, des 12 mai 1977 et 5 mai 1978. Il contient un examen et une évaluation des efforts entrepris à l'échelon national pour atteindre les objectifs minimums énoncés au paragraphe 46 du Plan d'action mondial en vue de la réalisation des objectifs de l'Année internationale de la femme 1/. Il comprend une analyse des progrès réalisés et des obstacles rencontrés dans le domaine de l'emploi.
2. Cette analyse globale est fondée principalement sur les réponses au questionnaire établi et distribué par le Service de la promotion de la femme du Centre pour le développement social et les affaires humanitaires, sur des données reçues des institutions spécialisées et des commissions régionales et sur divers autres études et travaux de recherche.
3. Ces dernières années, une attention considérable a été consacrée à l'identification des questions cruciales qui touchent la situation économique des femmes et leurs activités économiques. De nombreuses recherches ont été faites, qui ont permis d'examiner et d'analyser la condition de la femme dans différents contextes socio-économiques ainsi que la manière dont la situation des femmes est affectée par les grandes transformations économiques telles que l'industrialisation, l'intégration des activités agricoles au marché, le progrès technique, etc.
4. Dans le passé, l'analyse économique était généralement axée sur les activités commerciales et sur les processus d'accumulation de capitaux. Une grande partie du travail des femmes n'étant pas accomplie à des fins commerciales, les recensements et les études sur l'emploi, pour lesquels le travail est défini comme une activité rémunérée, ne tenaient compte qu'épisodiquement du travail féminin, ou le négligeaient totalement. L'une des caractéristiques des nouvelles recherches qui sont entreprises est que la distinction artificielle entre activités rémunérées et activités non rémunérées a disparu et que l'accent est mis sur le caractère productif du travail non rémunéré accompli par les femmes et l'importance qu'il revêt pour le processus de développement économique 2/. A cet égard, on a examiné les différents types de rapports fonctionnels qui sont apparus entre les économies de subsistance et les économies marchandes dans les pays en développement. En Afrique, par exemple, les secteurs économiques de subsistance sont devenus une source de main-d'oeuvre pour les plantations, l'industrie extractive et le secteur

---

1/ Rapport de la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.76.IV.1), chap. II, sect. A.

2/ Voir, par exemple, Claude Meillassoux, Femmes, greniers et capitaux (Paris, François Maspero, 1975).

des exportations, qui emploient principalement des hommes, tandis que la production alimentaire est restée aux mains des femmes. Les salaires des hommes étant insuffisants, la production de subsistance assurée par les femmes est indispensable à la survie de la famille mais, de ce fait, les activités rémunérées des hommes se trouvent "subventionnées".

5. D'après des recherches 3/, le gros des salaires des hommes est consacré aux grosses dépenses (aménagement du foyer, frais de scolarité et achat de bétail) tandis que l'entretien quotidien de la famille est surtout assuré par les femmes grâce à leurs activités agricoles et de petit commerce. L'agriculture de subsistance constituant un moyen d'existence supplémentaire pour les familles des travailleurs de sexe masculin, les salaires des hommes peuvent être maintenus à un bas niveau dans les secteurs commerciaux, ce qui permet de réaliser des bénéfices élevés et accélère le processus d'accumulation de capital 4/.

6. Des analyses mettant l'accent sur le rôle des femmes dans la production de biens de consommation directes qui ne passent pas par le marché, ont été entreprises dans différents contextes, tant en ce qui concerne les pays en développement que les pays développés; elles indiquent que le travail rémunéré et le travail non rémunéré sont continuellement liés et complémentaires, et elles font encore mieux ressortir les insuffisances des anciennes définitions des notions de travail et de main-d'oeuvre. Pour y remédier, on a utilisé d'autres procédés méthodologiques tels que les budgets-temps - où l'on évalue avec précision la façon dont les membres d'une famille utilisent leur temps - qui permettent de comparer utilement le travail fourni par les femmes et par les hommes ainsi que leur contribution respective à l'économie.

7. Par suite de ces analyses, on a été amené à s'intéresser davantage au processus de prise de décision dans les ménages et à s'attacher de plus en plus au travail accompli par chaque individu considéré comme membre de l'unité de production qu'est le ménage plutôt qu'isolément 5/. En même temps, beaucoup considèrent que la structure de l'emploi résulte de l'interaction de deux grands groupes de facteurs déterminants. Premièrement, elle reflète la stratégie de survie du groupe familial qui doit faire face à un ensemble de contraintes économiques. Dans des contextes nationaux différents, les grandes transformations économiques influent sur la division familiale du travail, ce qui oblige les membres de la

---

3/ Par exemple, Martha Mueller, "Women and men - power and powerlessness in Lesotho", publié sous la direction du Wellesley Editorial Committee dans Women and National Development : The Complexity of Change (Chicago, University of Chicago Press, 1977).

4/ Voir Les problèmes du travail en Afrique, Etudes et documents, nouvelle série, No 48 (Genève, Bureau international du Travail, 1958), p. 154.

5/ Voir Carmen Diana Deere, "Rural women's subsistence production in the capitalist economies", Review of Radical Political Economy, vol. 8, No 1 (Spring, 1976), p. 9 à 17.

famille à modifier leur rôle et leurs activités économiques 6/. Deuxièmement, la structure de l'emploi est conditionnée, dans une grande mesure, par la division familiale du travail, notamment par le rôle traditionnel des femmes confinées dans l'éducation des enfants et les tâches ménagères.

8. Toute tentative d'évaluer la situation des femmes en matière d'emploi, leurs activités économiques et leurs conditions de travail, devrait identifier les facteurs et les processus qui déterminent les possibilités qu'ont les femmes de participer à la vie économique ainsi que l'étendue et l'importance des activités productives qu'elles exercent en dehors du marché du travail. Dans la section I ci-après du présent rapport, on a tenté de traiter certaines de ces questions : caractéristiques des principaux facteurs déterminants des tendances de l'emploi des femmes; éléments qui permettent de penser que l'activité économique des femmes est sous-estimée; et données récentes sur la situation socio-économique des femmes et leurs conditions de travail. Un aperçu des perspectives et des politiques des gouvernements en ce qui concerne l'emploi des femmes complète cette analyse. Dans la section II ci-après, on passe en revue les principales initiatives prises récemment par les gouvernements pour garantir aux femmes des possibilités d'emploi et des conditions de travail égales à celles des hommes, les mesures visant à permettre aux femmes de mener de front leurs responsabilités professionnelles et familiales, ainsi que les mesures tendant à améliorer la situation économique des femmes en zones rurales.

---

6/ Ainsi, on estime que, dans nombre de pays développés, la baisse importante des revenus réels des ménages due à l'inflation et à la récession de 1974-1975 a accéléré la tendance à ce que plusieurs membres d'un ménage exercent une activité rémunérée (voir Michael Deppler et Klaus Regling, "Labour market developments in the major industrial countries", Finance and Development, vol. 16, No 1 (mars 1979), p. 24 et 25).

I. PRINCIPAUX FACTEURS DETERMINANTS ET CARACTERISTIQUES DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE DES FEMMES ET DES POSSIBILITES D'EMPLOI QUI LEUR SONT OFFERTES

A. Le développement économique et le rôle économique des femmes

9. Entre 1950 et 1975, la proportion de femmes dans la population active est passée de 31,3 p. 100 à 35 p. 100. D'après les projections de l'Organisation internationale du Travail (OIT), cette proportion devrait diminuer légèrement pour atteindre 34,5 p. 100 à la fin du siècle; néanmoins, si les tendances enregistrées au cours du quart de siècle précédent se maintiennent, il y aura alors 320 millions de femmes de plus qui travailleront, soit un accroissement de 52,5 p. 100 par rapport à 1975. La proportion de femmes dans la population active continuera à augmenter en Amérique latine, en Amérique du Nord et en Europe, mais devrait diminuer en Asie et en Afrique ainsi que dans l'ensemble du monde.

10. Dans le passé, les possibilités d'emploi offertes aux femmes ont été considérablement affectées par l'érosion de l'emploi familial et l'action combinée des transformations dans l'industrie et dans l'agriculture. Avec l'érosion de l'emploi familial et le développement de structures salariales de l'emploi, les membres d'un ménage autres que le chef de famille sont généralement devenus une réserve de main-d'oeuvre. Bien que ce processus ait été différent d'un pays à l'autre, la disparité entre les revenus offerts aux hommes et aux femmes a généralement coïncidé avec l'expansion du travail salarié dans le processus de développement. Bon nombre de femmes ont été reléguées dans les emplois non salariés relativement mal payés de l'agriculture, du commerce ou de l'industrie artisanale. D'autres ont été obligées de se contenter d'emplois pénibles peu rémunérés et bien d'autres encore ont été peu à peu évincées du marché du travail. Dans ces conditions, le travail des femmes est devenu une source de revenus d'appoint, tandis que les hommes, de par leur vocation professionnelle, ont été intégrés dans la main-d'oeuvre active et ont acquis des compétences grâce auxquelles ils ont pu accroître leur salaire relatif.

11. Lorsque, dans le processus de croissance économique, le développement et la mécanisation de la grande agriculture va de pair avec la mise en place d'une industrie à forte intensité de capital, déplaçant ainsi l'industrie traditionnelle, les possibilités d'emploi des femmes se détériorent considérablement. En Amérique latine, ce phénomène a entraîné une prolétarianisation très prononcée de la main-d'oeuvre et une réduction du nombre de travailleurs temporaires dans les zones rurales. Bien que la mécanisation ait réduit les possibilités d'emploi pour tous les travailleurs, l'augmentation du chômage et du sous-emploi masculins a beaucoup nui à la capacité de concurrence des femmes, dont un plus grand nombre encore ont été ainsi exclues du marché du travail, même en ce qui concerne les emplois temporaires. De plus en plus, les femmes ont donc été réduites à travailler dans les petites exploitations en tant qu'auxiliaires familiales non rémunérées, ou bien ont été dissuadées ou empêchées de partir pour les zones urbaines. L'utilisation de techniques à forte intensité de capital a limité l'intégration de la main-d'oeuvre dans le secteur moderne, qu'il s'agisse des hommes ou des femmes, mais lorsque des emplois ont été créés, ils ont traditionnellement été réservés aux hommes 7/.

12. Les transformations sociales ne sont généralement pas un processus sans à-coups en vertu duquel les changements dans un secteur de la société se répercutent dans l'ensemble de celle-ci. L'effet des nouvelles techniques qui sont introduites pour accroître la productivité peut demeurer très limité, tout comme il arrive que les femmes ne bénéficient pas des programmes de développement qui ne prennent pas en compte leur situation socio-économique 8/. Par exemple, "Lorsque la modernisation entraîne à la fois de nouvelles activités de travail et de nouvelles activités de haut rendement, c'est d'ordinaire aux femmes que sont confiées les premières... Des études de cas effectuées en Gambie montrent que le temps de travail des femmes dans l'agriculture est passé de 19 à 20 heures lorsque des 'méthodes plus perfectionnées' ont été introduites, tandis que celui des hommes est tombé de 11 à 9 heures 9/". Il semble également que dans certains cas, la réforme agraire, bien que conçue pour améliorer la situation socio-économique des femmes ~~comme~~ des hommes dans les zones rurales, ait eu des conséquences négatives sur la condition de la femme. Premièrement, la législation relative à la réforme agraire n'établit généralement pas de distinction entre les bénéficiaires, hommes ou femmes, de sorte que les organismes chargés de la répartition des terres que les services connexes se conforment aux normes et aux valeurs dominantes, lesquelles maintiennent l'homme dans son rôle de principal producteur dans l'exploitation agricole et la femme dans celui d'auxiliaire ou de consommateur. Dans certains cas, les femmes, qui étaient les véritables cultivateurs de la terre, ont même été privées de leurs droits de propriété. En outre, la modernisation de l'agriculture - qui est censée aller de pair avec la réforme agraire - étant le plus souvent conçue comme un moyen d'accroître la production destinée à la vente et à l'exportation, lorsque des mesures dans ce sens sont appliquées; elles ont un effet préjudiciable sur la condition de la femme du fait qu'elles ne débouchent pas sur des stratégies susceptibles d'aider les femmes qui jouent un rôle vital dans l'agriculture de subsistance 10/.

13. La présente sous-section porte sur l'évaluation de certaines de ces grandes tendances et limites socio-économiques, notamment sur la façon particulière dont les plans de développement affectent les rôles économiques et les conditions de travail des femmes dans les emplois agricoles et non agricoles, tant dans les pays développés que dans les pays en développement. L'analyse sera axée sur les principaux facteurs et tendances qui sont jugés les plus représentatifs pour chaque groupe de pays et qui méritent de retenir l'attention des responsables de l'élaboration des politiques; d'autre part, on insiste particulièrement sur les différences régionales pertinentes.

---

8/ Ibid.

9/ Ulricke von Buchwald et Ingrid Palmer, "Monitoring changes in the conditions of women - a critical review of possible approaches" (document publié par l'Institut de recherche des Nations Unies sur la défense sociale (UNRISD/78/C.18), p. 17).

10/ Ingrid Palmer, "La place de la femme dans une stratégie de développement rural axée sur des besoins essentiels", Revue internationale du Travail, vol. 115, No 1 (janvier-février 1977), p. 105 et 106.

1. Tendances enregistrées dans les pays en développement

a) Tendances de l'emploi dans le secteur agricole

14. La moitié environ des habitants de la planète vivent dans les zones rurales des pays en développement. La plupart vivent de l'agriculture, de la pêche et de l'exploitation des forêts ou d'activités connexes. On compte parmi eux une forte proportion des gens les plus pauvres du monde, sous-alimentés et analphabètes, qui sont concentrés essentiellement en Asie du Sud et en Afrique mais qui représentent une part assez importante de la population au Moyen-Orient et en Amérique latine.

15. Dans de nombreux pays en développement, les femmes constituent l'essentiel de la main-d'oeuvre. La participation des femmes à l'agriculture prend des formes et atteint des degrés différents selon les structures agraires - c'est-à-dire le type de répartition des terres - le degré de modernisation de l'agriculture et le type de cultures ainsi que selon les tendances du développement agricole. Pour ce qui est de la forme de cette participation, les femmes constituent, selon les régions un véritable prolétariat ou une main-d'oeuvre temporaire répondant aux besoins saisonniers du secteur agricole; il arrive aussi qu'elles pratiquent l'agriculture de subsistance sur des plantations, de grandes exploitations agricoles ou des parcelles de terrains indépendantes.

16. En Amérique latine, par exemple, la situation des femmes varie considérablement selon qu'elles travaillent dans les régions où les grandes exploitations l'emportent ou dans des régions de petites exploitations. Dans le premier cas, les femmes constituent généralement une main-d'oeuvre agricole moins permanente que les hommes, même lorsque la concentration de la propriété foncière exige que ceux qui ne possèdent pas de terres - hommes et femmes - travaillent pour les classes possédantes. Dans le second cas, ce sont souvent les femmes qui pratiquent l'agriculture de subsistance sur les très petites parcelles de terrain, ce qui libère la main-d'oeuvre masculine pour des emplois salariés en dehors de l'économie de subsistance 11/.

17. Ainsi qu'il est indiqué ci-dessus, l'apparition en Amérique latine d'une agriculture qui fait une plus large place aux investissements et au commerce a entraîné une prolétarianisation très prononcée de la main-d'oeuvre et les travailleurs permanents ont été remplacés par des salariés qui ne reçoivent pas de terres à cultiver pour leur propre compte et qui, dans la plupart des cas, sont employés à titre temporaire. L'effectif des salariés agricoles employés à titre permanent sur les grandes propriétés a eu tendance à diminuer tant en termes relatifs qu'en termes absolus, tandis que le nombre des journaliers agricoles augmentait, de même que celui des personnes contraintes de vivre sur de petites exploitations, soit en tant que propriétaires, soit en tant qu'auxiliaires familiaux non rémunérés. Au cours de la même période, la répartition professionnelle de la main-d'oeuvre masculine est devenue de plus en plus différenciée de celle de la main-d'oeuvre féminine. Les femmes ont été évincées des emplois permanents sur les grandes propriétés et elles n'ont pas été absorbées dans la main-d'oeuvre temporaire; de plus en plus, elles sont réduites à travailler dans les petites exploitations comme auxiliaires familiales non rémunérées (A/38/238 et Corr.1, par. 72 et 73).

---

11/ Lourdes Beneria, Reproduction, Production and the Sexual Division of Labour, Recherche sur le Programme d'emploi mondial, Document de travail No 2 (1978).



18. Les recherches contemporaines comprennent notamment des analyses détaillées montrant comment la division dans de nombreuses régions du monde, l'actuelle division du travail selon les sexes dans l'agriculture, découle des politiques coloniales. Ainsi, en Afrique, l'accent a été mis sur le fait que l'existence de "régimes d'exploitation agricole typiquement féminins" 12/ (les travaux agricoles incombant traditionnellement et principalement aux femmes) était une condition préalable qui permettait aux hommes d'aller travailler dans les plantations, dans les mines ou dans la construction de routes, sans entraîner une baisse critique de la production alimentaire. En Asie, par contre, les modes de recrutement de la main-d'oeuvre à l'époque coloniale n'ont pas donné lieu à une différenciation selon le sexe sur le marché du travail. Dans la plupart des régions d'Asie, la proportion de terres arables par habitant au moment de la colonisation était inférieure à ce qu'elle était en Afrique. C'est pourquoi, compte tenu de la pression démographique, la participation des femmes comme des hommes aux tâches agricoles traditionnellement réservées à l'un ou à l'autre sexe était importante. En conséquence, dans bien des cas, hommes et femmes étaient employés, de façon saisonnière ou en permanence, dans les plantations pour éviter une baisse de la production alimentaire. Ainsi, les modes de recrutement de la main-d'oeuvre à l'époque coloniale affectaient toutes les personnes de la famille susceptibles de travailler au lieu d'entraîner l'apparition d'un double marché du travail selon le sexe. Contrairement à l'Afrique, où la plupart des femmes travaillent dans l'agriculture de subsistance pour leur propre compte ou dans le cadre de l'exploitation familiale, en Asie, un grand nombre d'agricultrices sont employées comme salariées dans des exploitations commerciales ou des plantations. A Sri Lanka, aux Philippines, en Inde, en Malaisie, et au Pakistan, les femmes représentent 35 à 50 p. 100 de la main-d'oeuvre totale dans les plantations 13/.

19. La caractéristique la plus frappante des femmes du Moyen-Orient est qu'elles se situent surtout aux deux extrémités de la gamme socio-économique : d'une part les femmes qui ont fait des études universitaires et d'autre part celles qui n'ont aucune qualification et travaillent uniquement par nécessité, notamment dans les zones rurales 14/. En général, la coutume musulmane qui veut que les femmes soient tenues à l'écart, les empêche de participer aux travaux agricoles dans les champs et limite leurs activités aux tâches qui peuvent être accomplies à la maison (nettoyage des semences, séchage des céréales, élevage d'animaux domestiques). Dans certaines zones de la région toutefois, par exemple en Somalie, au Soudan, au Yémen et au Yémen démocratique, ce sont les femmes qui sont chargées de

---

12/ Voir Ester Poserup, Women's Role in Economic Development (Londres, George Allen and Unwin, 1970).

13/ Programme des Nations Unies pour le développement, Développement rural, Etude d'évaluation No 2 (New York, 1979), par. 17 et A/33/238 et Corr.1, par. 53.

14/ "The recent changes and trends in the situation of women in the ECWA region" (Evolution et tendances récentes de la situation des femmes dans la région de la CEAO) (E/ECWA/SDHS/CONF.4/3).

l'agriculture de subsistance 15/. Dans le sud de l'Egypte, où l'on cultive le coton, dont dépend l'économie locale et nationale, les femmes travaillent de façon intensive aux côtés des hommes. Les valeurs traditionnelles ne semblent pas dans ce cas avoir constitué un obstacle aussi important et les femmes semblent avoir pu saisir plus facilement les occasions de travailler qui leur étaient offertes 16/.

20. Dans la plupart des pays, les agricultrices accomplissent des travaux domestiques d'entretien et de réparation et s'occupent de leur famille; ce sont elles qui vont chercher l'eau et le combustible et qui ont la responsabilité de la plupart des activités ayant trait à l'alimentation. Dans beaucoup de régions en développement, la production, la transformation, le stockage et la préparation des denrées alimentaires sont, pour l'essentiel, réservées aux femmes. Pour compléter le revenu familial, un grand nombre de femmes font du petit commerce (excédents alimentaires et produits artisanaux). Une grande partie de ces activités sont également accomplies par des enfants, notamment les filles : d'après les données disponibles, ce sont en général les filles plutôt que les fils qui aident la mère à faire la cuisine et la lessive, à puiser de l'eau, à ramasser du bois et à s'occuper de l'élevage des animaux, ou qui remplacent leur mère dans toutes ces tâches. Dans bien des régions en développement, le travail fourni par les femmes des zones rurales est supérieur à celui des hommes si on l'évalue en fonction du temps que les uns et les autres lui consacrent 17/.

21. Le moyen de comprendre l'incidence des tendances récentes du développement rural sur les femmes est peut-être de considérer les changements qui peuvent s'opérer dans leur participation à l'affectation et au contrôle des ressources productives, question dont le planificateur se préoccupe généralement peu en ce qui concerne les femmes. La terre est l'un des facteurs de production les plus importants étant donné ses relations traditionnelles avec les autres facteurs ainsi que le revenu et le prestige social qu'elle confère. Il a déjà été mentionné que dans le cadre de certains programmes de réforme agraire, en vertu des nouvelles allocations de terre, les titres n'ont été donnés qu'aux hommes, ce qui modifie de façon radicale le rôle des femmes ou renforce les inégalités existantes. Par ailleurs, les systèmes d'héritage coutumiers et parfois juridiques et d'autres droits de propriété, les systèmes d'achat de la fiancée et de dot, ainsi que les mariages "patrilocaux" sont généralement aussi moins avantageux pour les femmes que pour les hommes 18/. La socialisation de la terre dans les économies planifiées

---

15/ Examen et analyse de la réforme agraire et du développement rural dans les pays en développement depuis le milieu des années 60 (FAO/WCARRD/INF.3).

16/ Nadia Youssef, "Women and agricultural production in Muslim societies" dans Studies in Comparative International Development, vol. XII, No 1 (1977), p. 51.

17/ Voir Nancy Birdsall and William P. McGreevey, The Second Sex in the third World : Is Female Poverty a Development Issue? Document établi pour l'International Center for Research on Women Policy Roundtable (Table ronde du Centre international de recherche sur les politiques en faveur des femmes) tenue à Washington en juin 1978.

18/ Examen et analyse de la réforme agraire et du développement rural dans les pays en voie de développement depuis le milieu des années 60, WCARRD/INF.3, p. 91.



a amélioré l'accès des femmes à la terre en tant que travailleurs participant à la production, mais elle n'a pas complètement résolu le problème de la dualité de leur rôle. La création de "lopins familiaux" pour la production et la vente de produits alimentaires, pour lesquels la main-d'oeuvre familiale peut être utilisée de façon efficace, adapte la production aux obligations des femmes dans le ménage mais apparaît comme un obstacle au progrès continu de l'égalité socialiste. Dans la plupart des cas les femmes travaillent encore de plus longues heures que les hommes 19/.

22. La propriété de la terre stimule les investissements et constitue le principal critère d'évaluation de la solvabilité des clients. Le crédit institutionnel qui dans le passé n'était accordé que s'il y avait de la terre, comme garantie de la dette, n'est généralement pas accessible aux femmes rurales. D'autre part, les politiques de prêt n'ont pas été axées sur les besoins de crédit des femmes rurales ni sur ceux des ruraux pauvres, particulièrement les sans terre. Les politiques de crédit répondaient aux besoins des propriétaires fonciers uniquement et étaient souvent favorables aux cultures d'exportation, secteur dans lequel les femmes sont sous-représentées.

23. N'ayant pas accès à l'information et au matériel techniques, qu'elles pourraient utiliser dans leurs activités ménagères, agricoles, commerciales et communautaires, les femmes ne peuvent participer pleinement aux activités de développement et accroître leur efficacité. La commercialisation et la mécanisation de l'agriculture ont souvent marginalisé les femmes et ce, souvent de plusieurs façons, par exemple en réduisant la quantité du travail rémunéré et autres activités génératrices de revenu, en augmentant les besoins en main-d'oeuvre familiale, en rendant l'approvisionnement alimentaire plus problématique ou en diminuant l'influence des femmes sur l'affectation des ressources familiales. Les hommes ont assumé la responsabilité de la gestion et sont devenus les principaux bénéficiaires de l'introduction des sources d'énergie agricole autres qu'humaines et du matériel lourd et de la modernisation des systèmes de commercialisation dans l'agriculture et les pêches. Les cultures de rapport mécanisées ou non, de même que l'acheminement des services et des facteurs de production par l'intermédiaire des hommes ont souvent accru la demande de main-d'oeuvre familiale, qu'ils ont disputée aux cultures vivrières familiales, et réduit l'accès des femmes au revenu familial et le contrôle qu'elles peuvent avoir de celui-ci 20/.

b) Tendances de l'emploi dans les secteurs autres que l'agriculture

24. Dans un grand nombre de pays en développement en cours d'industrialisation, le développement de l'industrie moderne et ses effets sur la main-d'oeuvre féminine doivent être considérés dans la perspective des changements de caractère plus général qui interviennent au niveau international et qui influent sur les relations

---

19/ Ibid., p. 91.

20/ Ibid.

entre pays développés et pays en développement. Au cours des deux dernières décennies certaines tendances du marché industriel, de plus en plus internationalisé, ont particulièrement affecté l'emploi des femmes. Par exemple, en Asie surtout, mais également dans les Caraïbes et en Amérique centrale, les créations d'emplois féminins dans le secteur des industries manufacturières se multiplient parce que les sociétés transnationales implantent des usines dans les pays en développement afin d'y fabriquer des biens de consommation et des demi-produits destinés à l'exportation. Ces industries - électronique, textile, habillement et jouets - sont traditionnellement à forte intensité de main-d'oeuvre, c'est-à-dire que les coûts de main-d'oeuvre sont élevés par rapport aux coûts de production. Parce qu'il est essentiel pour elles de pratiquer des salaires peu élevés, ces sociétés, même lorsqu'elles opéraient dans leur pays d'origine, employaient la main-d'oeuvre la moins qualifiée, qui ne risquait pas de se syndiquer et qui acceptait de travailler pour un salaire très bas. Aux Etats-Unis, par exemple, cette main-d'oeuvre était - et est encore de nos jours - composée principalement de femmes et de personnes de couleur. D'une manière générale, ce sont les industries à forte intensité de main-d'oeuvre féminine qui ont tendance à s'implanter à l'étranger; en Asie et dans les Caraïbes, ces industries continuent à employer une majorité de femmes 21/.

25. Dans deux des pays interrogés, la Malaisie et Singapour, le développement de ces industries, axées vers l'exportation, a entraîné une augmentation sensible de l'emploi des femmes dans l'industrie. En Malaisie, de 1957 à 1970, la proportion des femmes travaillant dans les industries manufacturières est passée de 17 à 29 p. 100. A Singapour, ce pourcentage est passé de 18 à 45 p. 100 durant la période 1957-1977. Le développement du marché du travail a été particulièrement rapide entre 1970 et 1974, où la proportion de femmes travaillant dans les industries manufacturières a augmenté de 118 p. 100 alors que pour les hommes ce chiffre n'était que de 36 p. 100; cette augmentation a été particulièrement marquée dans les quatre principales industries d'exportation : l'habillement, la chaussure, le textile et l'électronique.

26. Les possibilités d'emploi offertes par cette industrialisation rapide intéressaient plutôt les emplois subalternes et non qualifiés (A/33/238 et Corr.1, par.104) et la qualité des emplois créés a été contestée. On a souligné en particulier que

---

21/ Par exemple, selon un article écrit en 1978 par Folker Frobels, Jürgen Heinrichs and Otto Kreye, "The World Market for Labor and the World Market for Industrial Sites" (Le marché mondial du travail et le marché mondial des sites industriels) et publié dans le Journal of Economic Issues, vol. XII, No 4, la proportion de travailleurs étrangers employés dans des filiales d'entreprises de textiles et de confection d'Allemagne de l'Ouest implantées dans des pays où la main-d'oeuvre est bon marché par rapport à l'effectif total des travailleurs étrangers employés à l'étranger dans le même secteur, est passée de 25 p. 100 environ en 1966 à près de 50 p. 100 en 1974. La répartition des employés selon le sexe et l'âge révèle un pourcentage extrêmement élevé de femmes jeunes dans les pays où la main-d'oeuvre est bon marché. Dans l'industrie de la confection, la moitié à peu près des employés des filiales d'entreprises d'Allemagne de l'Ouest ont moins de vingt ans et plus de 90 p. 100 sont des femmes. Voir également document A/33/238 et Corr.1, par. 102.

la plupart des ouvriers reçoivent des salaires de subsistance qui ont peu de chance d'être augmentés; parfois, des pressions sont exercées pour empêcher les ouvriers de se syndiquer afin de stimuler les investissements étrangers. En outre, on s'est interrogé sur l'évolution future de ces industries tournées vers l'exportation et leur incidence sur la situation de l'emploi dans les pays en développement. Ces industries seraient plus sensibles à l'évolution du marché international qu'aux besoins des pays hôtes. Bien qu'elles contribuent à créer des emplois et à fournir des devises, on peut considérer cependant que leur incidence sur les économies nationales est minime puisque pratiquement tous les facteurs de production sont importés et tous les produits exportés. Les gouvernements des pays hôtes semblent considérer que ces sociétés constituent, pour la plupart, des solutions à court terme au problème de la création d'emplois nouveaux mais que, pour un développement à long terme, des industries employant des ouvriers hautement qualifiés seraient préférables. Si ces plans à long terme se réalisent, les industries manufacturières à forte intensité de main-d'oeuvre féminine ne constitueront qu'une phase intermédiaire du processus d'industrialisation des pays en développement (A/33/238 et Corr.1, par. 105).

27. Dans beaucoup d'autres pays en développement en cours d'industrialisation, l'utilisation de techniques à forte intensité de capital limite l'intégration de la main-d'oeuvre dans le secteur moderne, qu'il s'agisse des hommes ou des femmes. Mais lorsque des emplois sont créés, ils sont attribués aux hommes. En Inde, par exemple, si le nombre total d'emplois dans l'industrie a augmenté, celui des femmes employées dans ce secteur a diminué depuis 1964 et la proportion de femmes est tombée de 11,4 p. 100 en 1951 à 9 p. 100 en 1971. Dans le secteur minier, le nombre des femmes est tombé de 109 000 en 1951 à 75 000 en 1971, alors que le nombre total d'emplois passait de 549 000 à 630 000. La proportion des femmes dans la population active est passée de 21 p. 100 à 12 p. 100 22/.

28. En Amérique latine, les femmes sont souvent exclues des emplois industriels, dont le nombre augmente lentement, en raison de leur manque de qualification et de l'absence flagrante de programmes visant à leur assurer la formation nécessaire (A/33/238 et Corr.1, par. 99). Au Guatemala, par exemple, la participation des femmes dans l'industrie a décliné depuis 1950 car l'emploi dans les industries traditionnelles telles que le tabac, le textile, l'alimentation et le papier a diminué avec l'introduction de techniques à forte intensité de capital et les hommes l'ont emporté dans les quelques catégories nouvelles d'emploi créées par les industries modernes (produits chimiques, métallurgie, appareils électriques) 23/. En Bolivie, l'adoption de nouvelles méthodes de concentration des minerais a évincé les femmes, qui ont été remplacées par des hommes dans les usines de triage et de flottation. Depuis 1960, aucune femme ne travaille dans les grandes mines

---

22/ National Committee on the Status of Women in India, Status of Women in India (New Delhi, 1975), Indian Council on Social Research.

23/ Norma S. Chinchilla, "Industrialization, monopoly capitalism and women's work in Guatemala" dans Women and National Development : The Complexity of Change, publié sous la direction du Wellesley Editorial Committee (Chicago, Illinois, University of Chicago Press, 1977).

comme concentrateur de minéral, ce processus ayant été entièrement mécanisé 24/. Au Brésil, pays qui a connu une industrialisation très rapide au cours des dernières décennies, entre 1950 et 1970 les effectifs féminins dans l'industrie n'ont pas augmenté, c'est-à-dire qu'ils sont restés de 10 p. 100, alors que les effectifs masculins sont passés de 10 à 20 p. 100 (A/33/238 et Corr.1, par. 98). Au Mexique, alors que ces dernières années le processus d'industrialisation s'accélérait, le taux d'absorption de la main-d'oeuvre dans l'industrie a diminué et, en conséquence, le sous-emploi a augmenté, en particulier chez les femmes 25/.

29. Dans beaucoup de pays en développement, le nombre des emplois agricoles reste pratiquement inchangé ou décline et l'expansion du secteur industriel n'a pu absorber une population en augmentation rapide, ce qui a conduit à une situation de chômage et de sous-emploi (emploi procurant des revenus insuffisants pour satisfaire aux besoins essentiels) généralisés 26/. Les possibilités d'emploi étant limitées, les nouveaux travailleurs ont continué à rechercher du travail et des revenus dans le secteur des services et dans le secteur non institutionnalisé. Ainsi qu'il est indiqué dans le rapport établi par le Secrétariat, sur l'examen des progrès réalisés dans l'application de la Stratégie internationale du développement et eu égard aux résolutions 3202 (S-VI), 3281 (XXIX) et 3365 (S-VII) de l'Assemblée générale "le secteur des services est devenu une sorte de centre de rassemblement dans lequel la masse des sous-employés attendent de meilleures possibilités d'emplois pour l'avenir"(E/AC.54/22 et Corr.1, p. 13).

30. Les données sur l'emploi dans certaines zones urbaines d'Asie confirment le rôle croissant de ce secteur à la limite des secteurs tertiaires et manufacturiers 27/. Par exemple, à Calcutta, le secteur non institutionnalisé représentait 29 p. 100 du nombre total d'emplois en 1971. Aux Philippines, le pourcentage de personnes employées dans ce secteur atteignait 59 p. 100 en 1971. Dans de nombreuses zones urbaines d'Afrique, ce secteur se développe rapidement et absorbe apparemment 50 à 60 p. 100 de la population salariée 28/. En Amérique latine, de 1960 à 1970, le taux de croissance du secteur non institutionnalisé était supérieur de 25 p. 100 à celui du secteur institutionnalisé 29/. Dans de

---

24/ June Nash, "Women in development : dependency and exploitation", Development and Change, vol. 8, No 2 (1977).

25/ Lourdes Arizpe, "Women in the informal labour sector : the case of Mexico City", Signs, vol. 3, No 1 (Automne, 1977).

26/ Rapport sur la situation sociale dans le monde (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.79.IV.1), chap. I, p. 11.

27/ Etude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique en 1976 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.77.II.F.1).

28/ Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1978, chap. I, p. 13.

29/ El problema del empleo en America Latina : Situación, perspectivas y políticas. (Le problème de l'emploi en Amérique latine : situation, perspectives et politiques) (Santiago, Programme régional de l'emploi pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Bureau international du Travail, 1978).

nombreuses villes d'Amérique latine, le secteur non institutionnalisé comprend plus de 25 p. 100 de la population active et dans certains cas, ce chiffre atteint 60 p. 100 30/.

31. Une étude de la Banque mondiale sur le secteur non structuré 31/ montre qu'un très grand nombre des personnes employées dans ce secteur sont a) très jeunes ou très âgées, b) de sexe féminin, c) ont un niveau d'instruction très bas et d) ne sont pas le principal soutien de famille. Cette étude indique également que la plupart des femmes qui travaillent dans ce secteur occupent les emplois les plus mal rémunérés. Faute de données dans ce domaine, il est extrêmement difficile de se faire une idée à peu près exacte du nombre de femmes travaillant dans le secteur non institutionnalisé; toutefois, les renseignements dont on dispose montrent que les femmes constituent une part importante et croissante de cette masse de main-d'oeuvre sous-employée : en Amérique latine, par exemple, de 1950 à 1975, 85 p. 100 des nouveaux emplois pour les femmes ont été créés dans le secteur des services. Il s'agissait pour la plupart d'emplois mal rémunérés et subalternes. Les données recueillies par le Programme régional de l'emploi pour l'Amérique latine et les Caraïbes (PREALC) montrent qu'en Amérique latine, 45 à 70 p. 100 des femmes employées dans le secteur des services sont des domestiques 32/.

32. Le fait de dépendre exclusivement du secteur non institutionnalisé et en particulier du travail domestique implique que l'emploi d'un grand nombre de femmes dans les pays en développement est instable, incertain et mal payé. Il ressort des données recueillies par le PREALC qu'au Brésil 13,2 p. 100 des salariées se trouvent dans la tranche des revenus les plus bas 33/ contre 3,1 p. 100 seulement des salariés de sexe masculin. Au Panama, 34,4 p. 100 des salariées des secteurs autres qu'agricole appartiennent à la catégorie des revenus les plus bas, contre 5,7 p. 100 des salariés de sexe masculin; au Venezuela, ces chiffres sont de 13 p. 100 et 1,9 p. 100 respectivement 34/. A Mexico, 72,2 p. 100 des femmes qui travaillent, contre 53,9 p. 100 des hommes, reçoivent un salaire inférieur au salaire minimum officiellement garanti. Dans le secteur des services, qui emploie 42,9 p. 100 de la population active, ce chiffre est de 72,9 p. 100 35/.

---

30/ Voir Paulo R. Souza et Victor E. Tokman, El sector informal urbano /document publié en 1975 par le Programme régional de l'emploi pour l'Amérique latine et les Caraïbes (PREALC)/.

31/ Dipak Mazumdar, The Urban Informal Sector, Reprint Series de la Banque mondiale, No 43, août 1976.

32/ Voir "Participación femenina en la actividad económica en América Latina (análisis estadístico)", document de travail du PREALC No 161 (novembre 1973).

33/ Correspond au groupe des revenus les plus bas dans les statistiques nationales.

34/ FISE, "Situación de la mujer en América Latina y el Caribe y su impact en la infancia" (UNICEF/TAFO-7911), p. 44.

35/ Lourdes Arizpe, op. cit.

33. Bien que le chômage et le sous-emploi généralisés qui sévissent dans beaucoup de villes tendent à renforcer la catégorisation des tâches - voire d'industries entières - en fonction du sexe, il ne semble pas exister de tendance universelle à la catégorisation des emplois en fonction du sexe dans les situations de chômage grave. Par exemple, en Amérique latine, les femmes employées dans les zones urbaines travaillent presque toutes comme domestiques et le pourcentage de femmes dans l'industrie est très faible et en baisse; en Asie, par contre, beaucoup d'hommes travaillent comme domestiques et une importante minorité des ouvriers d'usine sont des femmes (E/ECWA/SDHS/CONF.4/3). Au Moyen-Orient, toujours par rapport à l'Amérique latine, très peu de femmes sont employées de maison et l'on ne trouve pas une forte majorité de femmes au plus bas de l'échelle des salaires dans le secteur des services 36/.

c) Les migrations et la situation et les possibilités socio-économiques des femmes

34. Dans de nombreux pays en développement, les migrations motivées par la recherche d'emplois sont maintenant un peu partout un phénomène qui accompagne le développement socio-économique, et qui a des incidences profondes sur les conditions de travail et d'existence des femmes. Les facteurs socio-économiques influent de façon différente selon le sexe des migrants.

Migration vers les villes

35. Dans beaucoup de pays en développement, les femmes sont plus nombreuses que les hommes à migrer vers les zones urbaines, et cela est particulièrement net en Amérique latine et dans les Caraïbes. Dans ces régions, les femmes qui quittent la campagne sont généralement très jeunes (10 à 19 ans), célibataires, et vont plutôt dans les grandes villes 37/. Ces migrations sont imputables dans une large mesure à l'évolution de l'économie rurale, qui a peu à peu évincé les femmes des métiers de l'agriculture qui les faisaient vivre : avec le remembrement, la mécanisation et l'extension du salariat, les femmes participent moins aux activités productives et sont de plus en plus tributaires des revenus peu sûrs des hommes. Par suite du phénomène général que constitue la stagnation ou la baisse du niveau de vie en zone rurale, trait commun à de nombreuses économies ayant une croissance de type capitaliste, les femmes ne trouvent plus à s'employer dans l'agriculture et elles ont moins de possibilités d'y gagner, ne fût-ce que de faibles revenus 38/.

---

36/ Ulrike von Buchwald et Ingrid Palmer, op. cit., p. 27.

37/ Nadia Youssef, Mayra Buvinić and Agse Kudak, Women in Migration : A Third World Focus (Washington, D.C., International Center for Research on Women, 1979).

38/ Guy Standing, "Labour commitment, sexual dualism and industrialization in Jamaica", Document de travail No 64 sur la population et l'emploi (Genève, Bureau international du Travail, 1979).



36. D'un autre côté, l'urbanisation a un effet d'"attraction" et amène les femmes qui n'ont pas les moyens de survivre dans les zones rurales à partir pour la ville, où elles peuvent trouver toutes sortes d'emplois. En Amérique latine, les quelques emplois qu'offre l'industrie étant aux mains des hommes, les femmes migrantes sont le plus souvent reléguées dans des secteurs où la productivité est faible et les salaires bas, comme les emplois de maison et autres services auprès de particuliers.

37. Dans la plupart des pays africains, ce sont surtout des hommes qui quittent les zones rurales, à la recherche d'un travail salarié dans les zones urbaines ou dans les mines. Mais, dans certains pays, les femmes commencent aussi à partir. La misère de plus en plus grande des ruraux, en particulier des femmes veuves ou des divorcées ayant des personnes à charge, les lourds travaux agricoles dont les femmes sont chargées, et le fait qu'il reste très peu d'hommes en âge de se marier, puisqu'ils ont quitté le pays, tous ces éléments contribuent à inciter les femmes à quitter leur village. Aussi bien en Afrique de l'Est qu'en Afrique de l'Ouest, de nouveaux éléments semblent indiquer qu'il y a eu au cours des années 60 et 70 un accroissement marqué, tant en termes absolus qu'en termes relatifs, de la migration de femmes de plus de 45 ans, et surtout de plus de 50 ans, vers les zones urbaines. Dans quelques pays d'Afrique (Kenya, Lesotho, Maroc, Rwanda), il y a une majorité de femmes dans les groupes d'âge les plus jeunes (entre 15 et 19 ans) qui quittent les zones rurales, et l'on constate le même phénomène en Libye dans tous les groupes d'âge 39/.

38. En Asie, l'accroissement de la densité de la main-d'oeuvre par rapport à la superficie cultivable et la mécanisation de l'agriculture ont entraîné une forte migration vers les zones urbaines de jeunes ruraux des deux sexes âgés de 15 à 19 ans. Par contre, dans la tranche d'âge de 25 à 34 ans, ce sont surtout les hommes qui quittent les campagnes 40/. Les Philippines sont le seul pays de la région où les femmes soient plus nombreuses que les hommes à quitter les zones rurales dans presque tous les groupes d'âge. On a constaté récemment un fort accroissement du nombre de femmes qui émigrent vers d'autres villes de l'Asie du Sud-Est comme Surabaya et Bangkok et vers les centres industriels de Malaisie 41/.

---

39/ Youssef, Buvinić and Kudak, op. cit., p. 16 à 18.

40/ Données concernant les pays suivants : Bangladesh, Inde, Indonésie, Malaisie, Népal, Pakistan, Philippines, République de Corée et Thaïlande (voir : Youssef, Buvinić and Kudak; op. cit., p. 21.

41/ Pour un examen critique de ce qui a été publié sur cette question, voir Neema N. Thadani et Michael P. Todaro, "Female migration in developing countries : a framework for analysis", document présenté à la réunion sur le thème des femmes dans les villes, organisée à l'East-West Center d'Honolulu (Hawaï) en mars 1979.

Alors qu'en Amérique latine, par exemple, les migrantes sont employées surtout dans le secteur non organisé ou à des travaux marginaux, c'est l'industrialisation qui a attiré davantage de femmes vers certaines villes d'Asie et en particulier l'implantation de filiales d'entreprises industrielles et la création de zones de libre échange (voir plus haut par. 24 à 33).

### Migrations internationales

39. Contrairement à ce que l'on croit généralement, les femmes sont assez nombreuses à se joindre seules aux migrations internationales de main-d'oeuvre, encore qu'il soit fréquent qu'elles accompagnent leurs familles et s'insèrent dans la population active une fois dans le pays d'accueil. Entre 1960 et 1974, par exemple, sur les 1 977 400 personnes qui ont émigré aux Etats-Unis depuis l'Amérique latine, 53 p. 100 étaient des femmes; sur les 933 800 personnes qui ont émigré depuis l'Asie, 56 p. 100 étaient des femmes, et sur les 1 753 300 personnes qui ont émigré à partir de l'Europe, 56 p. 100 également étaient des femmes. En 1979, en Afrique, elles représentaient 43 p. 100 de tous les émigrants qui allaient s'installer dans un autre pays. En 1978, il y avait à peu près 215 000 migrantes turques qui travaillaient à l'étranger. Les femmes prédominent également parmi les émigrants qui ont récemment quitté les Philippines, la Thaïlande et la Malaisie.

40. Dans les migrations de main-d'oeuvre d'un pays vers un autre, les femmes sont souvent peu nombreuses au début. Leur nombre s'accroît par la suite, qu'il s'agisse de femmes qui émigrent d'elles-mêmes ou de dépendantes de travailleurs migrants; cependant, il n'est pas rare que les pays d'accueil aient des politiques qui limitent expressément cette migration. Les migrants qui vont chercher un emploi en Afrique du Sud sont dans leur écrasante majorité des hommes, qui sont engagés sur contrats à court terme, tandis que ce sont des familles qui émigrent en Zambie. Depuis 1976, plusieurs pays (Allemagne, République fédérale d', Autriche, Belgique, France, Pays-Bas, Suisse) découragent l'immigration de main-d'oeuvre étrangère et une grande partie des nouveaux immigrants sont des personnes (surtout des femmes) à la charge de travailleurs arrivés antérieurement. Comme il existe différents types de migrations internationales (saisonnière, temporaire, permanente, etc.), il est difficile de définir de façon générale les caractéristiques socio-économiques des migrantes. Dans l'ensemble, celles qui viennent du Moyen-Orient, d'Afrique du Nord, d'Amérique latine ou d'Asie se situent plutôt dans le groupe d'âge de 20 à 30 ans, et elles ont plus de qualifications que les femmes qui migrent à l'intérieur même d'un pays 42/.

### Situation et possibilités socio-économiques des femmes migrantes

41. Les femmes migrantes sont particulièrement défavorisées et tendent le plus souvent à être reléguées dans les emplois sans prestige et mal rémunérés, où les perspectives d'améliorer leur situation ou de s'insérer dans le marché organisé du travail sont maigres ou inexistantes. Les employées de maison se recrutent

---

42/ Youssef, Buvinić and Kudak, op. cit., p. 43 à 46 et Tendances et caractéristiques des migrations internationales depuis 1950 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.78.XIII.5).



parmi le vaste réservoir de main-d'oeuvre que constituent les femmes sans qualifications venues s'établir dans les villes. Pour l'Amérique latine, on possède à ce sujet des données particulièrement précises concernant les migrantes jeunes et arrivées depuis peu dans la zone métropolitaine des capitales. En 1970, à Buenos Aires, 51 p. 100 des migrantes arrivées récemment du Brésil et 62 p. 100 de celles venues des pays voisins travaillaient comme domestiques. Dans les zones urbaines du Brésil, 57 p. 100 des migrantes actives sont employées de maison, à Bogota 61 p. 100 et à Lima 66 p. 100 43/. Cette corrélation entre la migration de main-d'oeuvre féminine et le service domestique se retrouve aussi bien dans d'autres régions, par exemple aux Philippines et à New Delhi. Mais en Asie, il y a également des emplois ouverts aux femmes dans le secteur organisé, où l'on recrute de jeunes femmes célibataires comme manoeuvres dans les industries légères. En Afrique de l'Ouest, les migrantes ont tendance à se lancer dans le commerce en plus grand nombre que dans d'autres régions 44/.

42. Les migrations profitent davantage aux hommes qu'aux femmes. Celles-ci ont en général des métiers de moindre prestige et moins rémunérés, des horaires de travail plus longs et des conditions d'existence plus dures. Les pratiques discriminatoires affectent nécessairement les migrantes qui sont défavorisées au départ en ce qui concerne les possibilités, les catégories d'emploi et les conditions de travail qui leur sont offertes 45/. Parmi les migrantes qui travaillent au Brésil, les femmes qui ont une instruction primaire gagnent généralement la moitié de ce que gagnent les hommes ayant le même niveau d'instruction; chez ceux qui ont une instruction plus poussée, la disparité est encore plus grande. A Lima, le revenu moyen des migrantes est, là aussi, bien inférieur à celui de leurs homologues masculins, bien que le niveau d'instruction soit plus élevé parmi les femmes 46/. Les migrantes sont souvent chef de famille et les difficultés de l'existence en milieu urbain se font encore plus âprement sentir en ce qui les concerne. Les familles dont le chef est une femme sont plus pauvres que celles qui ont un homme à leur tête, mais lorsque cette femme est de plus une migrante, la pauvreté est alors plus grande que dans tous les autres cas.

43. En partant, les hommes laissent derrière eux - principalement dans les régions rurales où ceux qui restent doivent pratiquer une agriculture de subsistance sur leur petite parcelle de terre, mais aussi dans les villes - un nombre de plus en

---

43/ Elizabeth Jelin, "Migration and labour force participation of Latin American Women : the domestic servants in the cities", publié sous la direction de Wellesley Editorial Committee dans Women and National Development : The Complexity of Change (Chicago, University of Chicago Press, 1977), p. 133.

44/ Youssef, Buvinić and Kudak, op. cit., p. 107.

45/ Ibid., p. 110.

46/ Leda Maria, Fraenkel, Mario Duarte de Souza, Mary García Castro, G. Potengy Graboisy et Eugenio Tucci Neto, "Employment structure, income distribution and internal migration in Brazil" (Genève, Bureau international du Travail, 1975) et Peter S. K. Chi et Mark W. Bogan, "A study of migrants and return-migrants in Peru" (document présenté à la réunion annuelle de la Population Association of America, tenue à New York en avril 1974).

plus grand de personnes qui doivent assumer une charge encore plus lourde sur le plan de l'activité économique et qui disposent de moins de ressources pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. Au Yémen par exemple, 30 p. 100 du nombre total des hommes économiquement actifs travaillent à l'étranger, et dans certains villages, il n'y a pratiquement plus d'hommes actifs. Dans de nombreux pays africains, les hommes s'en vont travailler ailleurs pendant un certain nombre d'années, revenant de temps à autre en vacances, avant que la retraite ne les ramène dans les régions rurales qu'ils avaient quittées. En Afrique du Sud, par exemple, en 1970, on comptait parmi les Africains nés à l'étranger 9 hommes pour une femme; il y avait 420 000 migrants venus du Lesotho, du Mozambique, du Malawi, du Botswana et du Swaziland, auxquels il était interdit de se faire accompagner par leur famille. La migration des hommes constitue donc un facteur important dans l'augmentation du nombre des familles dont le chef est une femme, qui doivent faire face à des tâches plus lourdes, avec une productivité plus faible et des conditions de vie qui se dégradent. C'est là un autre élément qui pousse les femmes à quitter les régions rurales.

## 2. Tendances actuelles dans les pays développés

### a) Tendances enregistrées dans les pays à économie planifiée

44. Dans les pays à économie planifiée d'Europe orientale, la participation des femmes à la vie active a été fortement encouragée par la politique suivie en matière sociale de manière à répondre aux besoins de l'économie. De ce fait, les femmes sont responsables de près de 80 p. 100 de l'augmentation de la main-d'oeuvre entre 1950 et 1975. Dans certains pays, comme la République démocratique allemande et la Hongrie, toute l'augmentation de la main-d'oeuvre au cours de cette même période s'explique par l'emploi des femmes. Dans tous les pays à économie planifiée d'Europe, le taux de participation des femmes à l'économie est très élevé. En général, les femmes représentent près de la moitié de la population active, voire même plus de la moitié comme dans l'Union des Républiques socialistes soviétiques; on considère que le niveau maximum est maintenant atteint et que, dans le cas de l'URSS, cette proportion devrait baisser légèrement à mesure que se rétablit l'équilibre entre les sexes dans la population.

45. Au cours des dernières décennies, le nombre des femmes dans l'agriculture a fortement diminué en même temps que celui des travailleurs employés dans l'agriculture baissait par suite du développement économique général. En URSS, 63 p. 100 des femmes salariées travaillaient dans l'agriculture en 1950, mais 26 p. 100 seulement en 1970. Pour l'ensemble de l'Europe orientale, le pourcentage correspondant est tombé de 63 à 41 p. 100. Néanmoins les femmes ont conservé leur prédominance relative dans l'agriculture. Ainsi en URSS, bien que la main-d'oeuvre féminine de ce secteur ait considérablement diminué, les femmes représentaient encore 52 p. 100 des salariés agricoles en 1970, contre 59 p. 100 en 1950. Pour l'Europe orientale, la proportion de femmes dans l'agriculture est passée de 50,4 à 53 p. 100 (A/33/238 et Corr.1, par. 82).

46. La participation accrue des femmes à la vie économique de ces pays présente des caractéristiques assez différentes par rapport aux autres pays développés; par exemple, on note une plus forte proportion de femmes dans la main-d'oeuvre industrielle sauf en Roumanie et en Pologne; en Tchécoslovaquie, en Hongrie et en URSS, près de 30 p. 100 des ouvriers sont des femmes. L'industrie chimique, l'industrie du verre et l'imprimerie, où les emplois étaient traditionnellement aux mains des hommes, se caractérisent désormais par une très nette prédominance féminine dans certains pays d'Europe orientale et en URSS. Un certain nombre de professions (peintres, métallurgistes, électriciens, etc.), dans lesquelles on ne trouve ailleurs que très peu de femmes, sont à prédominance féminine en Union soviétique. Il en va de même pour les emplois dans les industries de l'alimentation et des boissons, et surtout dans les industries du textile, de l'habillement et du cuir où l'on note une concentration identique à celle constatée dans d'autres pays développés.

47. Les politiques gouvernementales visant à encourager les femmes à participer à toute une série d'activités économiques ont eu aussi un autre effet : les femmes sont devenues "majoritaires" dans certaines des catégories professionnelles supérieures dans les domaines scientifique et médical. En URSS, 72 p. 100 des médecins sont des femmes, lesquelles sont aussi très largement représentées parmi les scientifiques et les ingénieurs. Dans ce même groupe de pays, les femmes commencent à occuper des emplois traditionnellement réservés aux hommes aussi bien dans les catégories professionnelles supérieures que dans les rangs des ouvriers moins qualifiés.

/...

48. Mis à part ces différences, la grande majorité des femmes occupent des emplois traditionnellement "féminins" dans le secteur des services (personnel paramédical, personnel enseignant non universitaire, vendeuses, employées de bureau et employées de services divers). D'une façon générale, dans tous les secteurs, les femmes occupent, pour la plupart, des emplois à prédominance féminine.

49. Cette ségrégation de la main-d'oeuvre est l'un des facteurs qui expliquent les disparités de salaires entre les femmes et les hommes dans certains pays d'Europe orientale. Ainsi, par exemple, en Tchécoslovaquie, les salaires féminins dans l'industrie équivalaient à 65 p. 100 des salaires masculins en 1975. Selon le Ministre du travail et des affaires sociales, ces écarts sont imputables, pour les deux tiers, à la répartition des hommes et des femmes par branche industrielle et à la structure des qualifications des hommes et des femmes dans ces branches; pour 17 à 19 p. 100 à l'âge (il s'agit dans ce cas de femmes d'un certain âge qui se sont mises à travailler sans aucune qualification) et pour 7 à 8 p. 100 aux différences de temps de travail entre hommes et femmes. Comme dans tous les autres pays, les secteurs à prédominance masculine pratiquent de meilleurs salaires que ceux à prédominance féminine : dans le commerce de détail et la restauration, les services de santé et l'enseignement, les salaires sont inférieurs à ceux pratiqués dans l'industrie des combustibles, la métallurgie et les chemins de fer. En URSS, dans une même branche industrielle (construction mécanique ou industrie alimentaire) la proportion de femmes dans les emplois les moins qualifiés est supérieure à celle des hommes.

50. Lorsque des données ont pu être recueillies, l'Organisation internationale du Travail (OIT) estime que les salaires mensuels des femmes, dans tous les secteurs de l'économie, représentent en moyenne 69,4 p. 100 des salaires masculins en Tchécoslovaquie (1977), de 61 à 65 p. 100 en Hongrie (1974-1976) et 69,7 p. 100 en Pologne (1973). De 1972 à 1977, l'écart des salaires s'est très légèrement rétréci dans l'industrie en Hongrie, mais la situation est restée la même en Tchécoslovaquie.

b) Tendances observées dans les pays développés à économie de marché

51. Dans les pays développés, la période de l'après-guerre s'est surtout caractérisée par une croissance économique rapide et des offres d'emploi de plus en plus nombreuses; les taux de participation des hommes ont baissé dans la plupart des pays, et les femmes sont, pour une large part, responsables de l'augmentation de la main-d'oeuvre. En Amérique du Nord (Etats-Unis et Canada), près de 60 p. 100 de l'augmentation de la main-d'oeuvre entre 1950 et 1975 est due à l'entrée des femmes dans la vie active; dans la plupart des pays à économie de marché européens 47/, ce chiffre est supérieur à 50 p. 100 et, dans certains cas, la quasi-totalité de l'augmentation de la main-d'oeuvre entre 1950 et 1975 est due à un accroissement de l'emploi des femmes 48/. En 1975, les femmes représentaient dans ces pays entre le tiers et 40 p. 100 de la main-d'oeuvre. D'après les données tirées des réponses des gouvernements au questionnaire et des documents du BIT, la participation des femmes à l'activité économique dans les pays développés à économie de marché a progressé depuis 1975, et ce mouvement

---

47/ A l'exception de la France, du Luxembourg, des Pays-Bas, de la République fédérale d'Allemagne et de la Suisse.

48/ C'est le cas par exemple de la Norvège, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de la Suède.

devrait se poursuivre au cours du dernier quart de siècle, malgré une baisse générale du taux d'activité pour les groupes d'âge de 14 à 20 ans et de 65 ans et plus. Si les tendances récentes se maintiennent, l'augmentation du taux de participation des femmes sera surtout imputable à une participation accrue des femmes mariées à la vie active, notamment celles âgées de 25 à 44 ans.

52. A mesure que diminuait l'importance relative de la main-d'oeuvre agricole au cours des dernières décennies, la participation des femmes à ce secteur baissait régulièrement et, à l'échelle mondiale, elle est actuellement assez faible. Selon des projections du BIT, moins de cinq femmes actives sur cent travailleront dans ce secteur à la fin de ce siècle. Néanmoins, la modernisation de l'agriculture n'a pas nécessairement éliminé totalement les femmes des emplois agricoles. Au cours des 20 dernières années, la diminution de la main-d'oeuvre agricole s'est accompagnée, en Amérique du Nord ainsi que dans la plupart des pays d'Europe occidentale, d'une augmentation du nombre des femmes employées dans l'agriculture (A/33/238 et Corr.1, par. 77). L'accroissement du pourcentage de femmes travaillant dans l'agriculture par rapport aux hommes résulte surtout, semble-t-il, d'une modification de la division du travail selon le sexe dans les exploitations de type familial. Dans les pays développés à économie de marché, la grande majorité (80 p. 100 environ ou même plus) des femmes qui travaillent dans l'agriculture le font dans une exploitation familiale. Certaines des exploitations étant trop petites pour permettre des conditions de vie décentes, les hommes sont obligés de travailler dans d'autres secteurs; dans ce cas, ce sont les femmes qui assument la majeure partie des responsabilités de l'exploitation et qui de plus en plus se chargent des travaux agricoles .., par. 80).

53. Dans presque tous les pays à économie de marché, la proportion de femmes dans le secteur manufacturier est en diminution et la grande majorité d'entre elles sont employées dans le secteur des services, parfois en plus grand nombre que les hommes. En même temps, le nombre de femmes travaillant à temps partiel a augmenté. En 1977, le Canada et les Etats-Unis d'Amérique ont indiqué qu'un peu plus de 25 p. 100 des femmes économiquement actives travaillaient à temps partiel; ce pourcentage était de 28 p. 100 en République fédérale d'Allemagne, de 44 p. 100 en Suède, de 46 p. 100 au Danemark et de 52 p. 100 en Norvège; dans ce dernier pays, l'augmentation du nombre de femmes actives ces dernières années est attribuée uniquement à l'extension prise par le travail à temps partiel. La plupart des femmes qui travaillent à temps partiel sont mariées : dans les pays de la Communauté économique européenne, les femmes mariées représentaient 85 p. 100 de la totalité des femmes travaillant à temps partiel. Les emplois à temps partiel ont tendance à confiner les femmes dans certaines professions, souvent dans des emplois subalternes et peu payés, renforçant de ce fait la ségrégation de la main-d'oeuvre.

54. La participation accrue des femmes au monde du travail n'a pas sensiblement élargi l'éventail des possibilités d'emploi qui leur sont offertes; dans tous les pays développés, les hommes et les femmes exercent encore en général des professions différentes et les femmes ont en outre un choix de postes (pour la plupart peu payés et subalternes) plus étroit que les hommes. Par exemple, le Séminaire sur le rôle de la femme dans l'évolution économique de la région de la CEE, retenant les catégories professionnelles suivantes : infirmiers, infirmières, sages-femmes et autre personnel paramédical; personnel enseignant non universitaire; personnel administratif, employés de commerce et ensemble des personnels divers du secteur des services (serveurs, coiffeurs, domestiques, etc.), a indiqué que, pour les Etats membres de

/...

1<sup>re</sup> Commission Économique pour l'Europe (CEE), il n'y a dans ces professions que 20 p. 100 de la population active masculine contre 60 p. 100 de la population active féminine. Le pourcentage d'hommes exerçant ces professions est de 16 p. 100 en Finlande et en Suède et peut atteindre jusqu'à 26 p. 100 (Etats-Unis d'Amérique). En Norvège et aux Pays-Bas, c'est environ 80 p. 100 de la population active féminine qui exercent ces professions.

55. Bien qu'il y ait encore une nette différenciation entre professions masculines et professions féminines, il est important de noter que le groupe des professions à prédominance féminine n'est pas le même dans tous les pays. Mis à part les emplois "traditionnellement féminins", qui persistent en tant que tels dans tous les pays (infirmières, enseignantes, employées de bureau, vendeuses, employées de services divers, travailleuses des industries du textile et de l'habillement), les professions dans les industries du cuir, du papier et du caoutchouc sont à prédominance féminine dans un certain nombre de pays. En Finlande et dans les pays d'Europe méridionale, de même qu'en Europe orientale et en Union soviétique, les femmes l'emportent numériquement dans les industries de l'alimentation et des boissons.

56. Bien que le droit des travailleuses à l'égalité de rémunération soit généralement reconnu dans son principe, les femmes continuent à être moins payées que les hommes. Dans sept pays développés pour lesquels on dispose de données <sup>49/</sup>, la proportion de la rémunération mensuelle des femmes par rapport à celle des hommes va de 60 p. 100 aux Etats-Unis à 70 p. 100 en Autriche. En Europe occidentale, dans toute la branche des industries manufacturières, le salaire horaire brut moyen des femmes a pratiquement rattrapé celui des hommes dans trois pays : la Suède, le Danemark et les Pays-Bas, puisqu'il équivaut respectivement à 87,4, 86,5 et 80,3 p. 100 du salaire masculin. Dans cinq pays, l'écart est le suivant (par ordre décroissant) : Norvège : 79,8 p. 100, France : 75,8 p. 100, Finlande : 74,2 p. 100, République fédérale d'Allemagne : 72,3 p. 100 et Royaume-Uni : 70,8 p. 100. Les femmes travaillant dans cette branche gagnent un peu moins des deux tiers de ce que gagnent leurs collègues masculins en Irlande et au Luxembourg et un peu plus des deux tiers en Suisse <sup>50/</sup>.

57. Dans le secteur de l'industrie, les données indiquent que l'écart moyen de rémunération entre la main-d'oeuvre féminine et la main-d'oeuvre masculine a sensiblement diminué dans les années 70. C'est au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, en Italie, en Finlande et en Suède que l'écart moyen a le plus diminué. Le Séminaire de la CEE attribue ces changements à des politiques gouvernementales énergiques pour appliquer la législation sur l'égalité des salaires et promouvoir des possibilités d'emplois pour les femmes. Plus important encore, le Séminaire souligne qu'"il n'existe pas d'éléments prouvant que la majoration de la rémunération féminine par rapport à celle de l'homme se soit traduite, dans les pays où elle a été enregistrée, par une réduction générale de l'emploi des femmes par rapport à celui des hommes. Le pourcentage des femmes dans la population active a augmenté au cours des années 70 dans les pays de la région et, fait curieux, il a été plus élevé dans des pays comme la Finlande, l'Italie, les Pays-Bas, la Suède et le Royaume-Uni où l'écart semble avoir le plus diminué".

---

<sup>49/</sup> Autriche, Danemark, Etats-Unis, France, Norvège, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Suisse.

<sup>50/</sup> Annuaire des statistiques du travail, 1978 (Genève, Bureau international du Travail, 1978), tableau 17 A et B. (Les données portent sur l'année 1977.)



58. Le fait que les salaires moyens des femmes se situent au bas de l'échelle des salaires s'explique par plusieurs facteurs. Tout d'abord, bien que les statistiques sur les écarts de rémunération entre les hommes et les femmes dans les différents secteurs et professions soient très incomplètes, les statistiques de l'OIT donnent à penser que, dans de nombreux pays industrialisés, pour un travail égal les femmes continuent à gagner moins que les hommes 51/. En outre, une proportion élevée de femmes travaillent dans les secteurs traditionnellement les moins bien payés; dans ceux où elles sont en moindre nombre, elles débutent en général tout au bas de l'échelle des rémunérations. Une assez forte proportion de femmes sont employées dans de petites entreprises, peut-être parce qu'elles souhaitent travailler près de leur logement. Les femmes sont, en moyenne, moins qualifiées que les hommes et plus jeunes. Elles ne font pas d'heures supplémentaires, ou très peu, alors que, dans certains secteurs, cela permet d'augmenter considérablement les salaires. Elles ne bénéficient guère de primes d'ancienneté et ont moins de chance de promotion que les hommes car leur carrière est interrompue plus souvent. Enfin, des modes de rémunération différents, des définitions variables des attributions ainsi que la ségrégation dans l'emploi servent souvent à masquer la discrimination en matière de salaires 52/.

---

51/ Renseignements tirés d'une enquête menée par le BIT en octobre 1976; voir Bulletin des statistiques du travail, deuxième trimestre 1977.

52/ Organisation internationale du Travail, Participation des femmes à l'activité économique dans les pays européens à économie de marché, BIT/W2, 1979, p. 19 du texte anglais.

### 3. Effet de la récente crise économique sur l'emploi des femmes

59. L'expansion économique lente et fluctuante de la plupart des pays à économie de marché ont, comme ces dernières années, rendu encore plus manifestes les problèmes de structure fondamentaux qui affectent le bien-être économique de la femme. La récente crise économique qui a sévi dans presque tous les pays industrialisés a énormément affecté le marché du travail. Le chômage dans les pays développés à économie de marché s'est aggravé, le taux de chômage passant de 2 p. 100 de la population active en 1970 à près de 5 p. 100 en 1975, 1976 et 1977. Ce taux a varié à l'intérieur du groupe de pays en question entre 2 p. 100 au Japon, en Norvège et en Suède et plus de 7 p. 100 au Canada, en Espagne et aux Etats-Unis 53/. Comme la reprise de l'activité économique a été lente et inégale, le chômage reste très élevé dans la plupart des pays développés.

60. Les faits montrent que dans les pays développés à économie de marché, les femmes semblent avoir, plus que les hommes, ressenti les effets du récent ralentissement des affaires sur l'emploi. On ne dispose pas, pour l'ensemble des pays à économie de marché, de données sur le chômage par sexe, âge, compétences, occupation et secteur économique. Celles que l'on a recueillies montrent néanmoins que le nombre des travailleuses inscrites au chômage s'est accru depuis quelques années, parfois même dans les pays où le chômage est en recul. En République fédérale d'Allemagne, le nombre des hommes au chômage a diminué de 133 700 entre 1975 et 1978 mais celui des femmes privées de leur emploi s'est accru de 52 500 dans le même temps.

61. En République fédérale d'Allemagne, en Autriche, en Belgique et en France, plus de la moitié des travailleurs inscrits au chômage en 1978 étaient des femmes. La proportion des femmes dans le nombre total des sans-emploi était de plus d'un tiers en Finlande, en Grèce, en Italie, en Norvège, aux Pays-Bas, au Portugal, en Suède et en Suisse alors qu'elle était de moins d'un quart en Espagne et au Royaume-Uni.

62. Etant donné que dans les pays européens à économie de marché, les femmes sont loin de constituer la majorité de la main-d'oeuvre nationale, ces chiffres prouvent que les taux de chômage chez les femmes (pourcentage des femmes au chômage par rapport à l'ensemble de la main-d'oeuvre féminine) sont plus élevés (et parfois beaucoup plus) que chez les hommes dans plusieurs de ces pays. L'écart le plus marqué a été noté en Belgique; en 1977, 17,3 p. 100 en moyenne de la main-d'oeuvre féminine était au chômage alors que 6 p. 100 seulement de la main-d'oeuvre masculine se trouvait dans la même situation. En mai 1978, ces taux sont passés respectivement à 18,7 p. 100 et 6,2 p. 100, en 1974, cependant ils avaient été bien plus bas : 6,4 et 2,8 p. 100. Le pourcentage des chômeuses était également plus élevé que celui des chômeurs en Autriche, aux Etats-Unis, en France et en Suède. On a également établi qu'au cours de la récente crise économique, les probabilités de rester au chômage augmentaient avec l'âge et que, pour le même groupe d'âge, ces probabilités étaient plus élevées pour les femmes que pour les hommes en France, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et en République fédérale d'Allemagne. Par exemple, au Royaume-Uni, 23 p. 100 des hommes âgés de 20 à 24 ans au chômage depuis six mois au maximum en janvier 1977 étaient encore au chômage en juillet 1977, contre 27 p. 100 des femmes appartenant au même groupe d'âge; pour les hommes et les femmes âgés de 40 à 44 ans, ces pourcentages étaient respectivement de 31 et 35 p. 100 54/.

53/ Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1978 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.79.IV.1), chap. I, p. 14.

(Voir note 54/ page suivante)

/...



63. Pour comprendre l'effet de la récession sur la situation des femmes cherchant un emploi, il y a lieu de tenir compte d'un élément important, à savoir la nature des débouchés qui s'offrent aux femmes qui sont, plus que les hommes, concentrées dans un petit nombre d'industries et une gamme étroite de métiers. Faits piquants, au début de la récession, les femmes ont été en quelque sorte protégées par la ségrégation sévissant dans l'emploi car elles étaient fortement concentrées dans des activités tertiaires, moins touchées que l'industrie. Les industries de production et les métiers manuels dans lesquels les femmes étaient relativement peu représentées ont été les premiers touchés. Mais lorsque la crise s'est généralisée et aggravée et qu'elle a affecté les industries légères et le secteur des services, les femmes sont devenues plus exposées au chômage. Nombre d'entre elles occupaient les emplois peu spécialisés et/ou à temps partiel qui ont été parmi les premiers à souffrir du ralentissement de la production. Dans de nombreux cas, les femmes ont été désavantagées par le système de l'ancienneté en vertu duquel la dernière personne embauchée est la première à être mise à pied. Une fois inscrites au chômage, il leur a été plus difficile qu'aux hommes de trouver du travail car la gamme des emplois auxquels elles pouvaient prétendre était limitée en raison de leur formation antérieure et de leur degré d'instruction 55/.

64. Par exemple, en Belgique, les hommes aussi bien que les femmes ont connu une vive aggravation du chômage pendant la récession (approximativement de la mi-1974 à la mi-1975), le taux de chômage des femmes ayant grimpé de 6 à 9,9 p. 100 et celui des hommes de 2,4 à 4,4 p. 100. Avec la reprise, le nombre des chômeurs a commencé à diminuer à la fin de 1975 mais le taux de chômage des femmes a continué à s'accroître régulièrement, atteignant 14 p. 100 au milieu de l'année 1976 contre 5,1 p. 100 pour les hommes. La récession a fortement réduit l'emploi des jeunes sans ancienneté ni expérience; en chiffres absolus, l'accroissement du chômage a été plus prononcé pour les jeunes femmes que pour leurs homologues masculins 56/. Dans les pays développés à économie de marché, le nombre des jeunes femmes en chômage a doublé pendant la période 1970-1976 tandis que celui des jeunes hommes, dans le même cas, n'a augmenté que de 84 p. 100 57/.

65. La récente détérioration de l'activité économique a coïncidé avec une période au cours de laquelle les femmes ont été plus nombreuses à participer à la vie active. Cette tendance qui a commencé à se manifester il y a une dizaine d'années dans la plupart des pays, s'est accélérée vers le début des années 70, en raison, dans une large mesure, de l'expansion des possibilités d'emploi et de l'évolution de l'attitude de la société à l'égard des femmes au travail, évolution qui a été encouragée par une législation favorable et des mesures de soutien. Mais, alors que dans les précédentes crises économiques les femmes constituaient la majorité des "travailleurs découragés" - ceux qui, renonçant à se mettre en quête d'emploi, quittent les rangs de la main-d'oeuvre -, elles ont, lors de la récente crise, continué à chercher du travail malgré des taux de chômage exceptionnellement élevés.

54/ Organisation internationale du Travail, La participation des femmes aux activités économiques des pays européens à économie de marché (ILO/W.2/1979). Voir également, Organisation internationale du Travail, Growth, Structural Changes and Manpower Policy, the Challenge of the 1980s (Genève, Bureau international du Travail, 1979), p. 35.

55/ Diane Werneke, le ralentissement économique et les possibilités d'emploi des femmes, Revue internationale du travail, vol. 117, No 1 (janvier-février 1978), p. 56.

(Voir notes 56 et 57 page suivante)

/...

Cette nouvelle tendance traduit, semble-t-il, un changement dans la position des femmes au sein de la population active. Au lieu de remplir le rôle d'une "armée de réserve" à laquelle il est possible de faire appel en cas de pénurie de main-d'oeuvre et que l'on peut ensuite démobiliser en période de forte expansion, elles font partie intégrante de la masse des travailleurs auxquels une dépendance croissante à l'égard d'une source de revenus indépendante fait un devoir ou une obligation de chercher un emploi. Cette forte participation des femmes à la main-d'oeuvre peut sans doute être attribuée à plusieurs facteurs 58/, notamment à la pression à la baisse, que l'inflation et la récession actuelles exercent sur le revenu réel. Pour de nombreux ménages, une deuxième source de revenus devient d'autant plus nécessaire que le soutien de famille masculin est menacé de chômage. La participation de la femme est également encouragée par le double fait que les systèmes d'indemnisation du chômage ont été améliorés et que le chômage est maintenant considéré comme moins déshonorant; la prolongation de la période pendant laquelle les allocations de chômage sont versées a pour effet de maintenir plus longtemps au sein de la population active les personnes qui, autrement, s'en seraient retirées.

66. Enfin, il est certain que les femmes ont adopté une nouvelle attitude à l'égard du travail rémunéré : elles le considèrent de plus en plus comme un aspect "normal" de l'existence. La femme tient de plus en plus fortement à être présente sur le marché du travail même en période de chômage élevé.

67. Avec la récession qui a sévi dans les pays industrialisés, le plafonnement des cours des principaux produits de base, l'inflation internationale et l'instabilité des taux de change, l'année 1974 a marqué un tournant pour l'économie des pays en développement tant au niveau des résultats obtenus que des perspectives. Pour l'ensemble des pays en développement, le taux de croissance annuel moyen du produit intérieur brut est tombé de 6,2 en 1965 à 4,9 en 1974. C'est l'Afrique subsaharienne qui a été la plus touchée (le taux de croissance moyen est tombé de 5,9 à 1,6 p. 100); le développement des pays d'Amérique latine et des Antilles a été également ralenti (le taux de croissance moyen est passé de 6,5 à 4 p. 100) 59/. Le fléchissement de la croissance économique a manifestement affecté la création d'emploi dans les pays en développement. Ainsi que la Commission économique pour l'Afrique l'a fait observer, "malgré la nature fragmentaire des renseignements dont on dispose, il ne fait aucun doute que les problèmes entraînés par le chômage, le sous-emploi et la pauvreté de la masse de la population ont pris des proportions plus sérieuses au cours des récentes années" 60/.

56/ Ibid., p. 46.

57/ Hans Galis "Youth Unemployment in Industrialised Market Economy Countries", ILO Working Paper EMP 47-I (WP.I). Les expressions "jeunes femmes" et "jeunes hommes" désignent ici les moins de 25 ans.

58/ Michael Deppler et Klaus Regling, "Labor market developments in the major industrial countries", Finance and Development, mars 1979, p. 24 et 25.

59/ Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde, 1979, p. 11 à 16.

60/ Etude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1976 (E/CN.14/654), (Partie I), p. 97.

68. Certains secteurs économiques et des branches industrielles telles que les industries textiles, qui ont de tout temps compté des femmes parmi leurs salariés, ont été particulièrement touchés par la crise économique ou par les politiques auxquelles la récession a donné naissance. Dans son rapport sur l'examen des progrès réalisés dans l'application de la Stratégie internationale du développement, le Secrétaire général a fait observer que "l'intensification du protectionnisme dans les pays développés a affecté un certain nombre de secteurs dont ceux des textiles et de la chaussure. Les textiles ont particulièrement ressenti les effets des restrictions commerciales imposées par les pays développés à économie de marché" (E/AC.54/22 et Corr.1, sect. II, p. 9).

69. Les résultats enregistrés dans l'agriculture par les pays en développement se sont, eux aussi, révélés particulièrement décevants; le taux moyen de croissance annuel de la production agricole au cours des années 1970-1977 s'est élevé à 2,6 p. 100 pour l'ensemble des pays en développement, soit une croissance inférieure à celle qui a été enregistrée pendant les années 60 (2,9 p. 100). Etant donné que la population a augmenté au taux moyen de 2,5 p. 100, il est évident que la production agricole a tout juste accompagné l'accroissement démographique. Dans la plupart des pays en développement durant la décennie, ce phénomène a entraîné une diminution de la production alimentaire, qui aura forcément des effets particulièrement négatifs sur la situation sociale et nutritionnelle des femmes et des familles ainsi que sur les possibilités économiques qui leur sont offertes, dans les régions où l'agriculture constitue la principale occupation économique des femmes. Ceci est particulièrement vrai pour l'agriculture de subsistance, secteur où les femmes sont concentrées et où, par contraste avec le secteur de l'exportation, l'effet des mesures spéciales tendant à encourager le développement s'est fait le moins sentir.

#### 4. Les femmes et le syndicalisme

70. En dépit de l'augmentation importante du nombre de femmes exerçant des emplois rémunérés, le nombre global de femmes syndiquées est extrêmement faible tant dans les pays en développement que dans les pays développés, ce qui a sans aucun doute contribué à confiner les travailleuses dans des emplois mal rémunérés et subalternes ainsi qu'à rendre leur position sur le marché du travail très vulnérable. Aux Etats-Unis d'Amérique, par exemple, bien que le pourcentage de femmes dans les syndicats ait légèrement augmenté pendant l'après-guerre (passant de 18 p. 100 en 1952 à 20 p. 100 en 1976), il a été loin de suivre la croissance rapide du pourcentage de femmes dans la population active, qui est passé de 31 à 41 p. 100 pendant la même période. A l'exception des pays à économie planifiée, dans lesquels presque toutes les travailleuses sont syndiquées, dans la plupart des pays développés, le pourcentage de femmes syndiquées par rapport à l'ensemble de la population active féminine est inférieur au pourcentage d'hommes syndiqués. Dans les neuf pays développés à économie de marché qui ont fourni des renseignements sur ce sujet, le pourcentage de femmes occupant de hautes fonctions dans les syndicats variait entre 0 et 21 p. 100 61/. Dans les six pays en

---

61/ Autriche, 4,8 p. 100 (1978); Belgique, 4 p. 100 (1978); Canada, 14 p. 100 (1978); Finlande, 9 p. 100 (1975); Islande, 21 p. 100 (1978); Norvège, 5,9 p. 100 (1975); Suède, 0 p. 100; Royaume-Uni, 4,9 p. 100 (1978); Nouvelle-Zélande, 4,6 p. 100 (1978).

Développement fournissant des renseignements, ce pourcentage variait entre 0,05 et 15 p. 100 62/. Aux postes de direction, la proportion de femmes est faible, même dans les syndicats des professions où elles sont largement représentées. La Nouvelle-Zélande signale qu'une enquête sur les syndicats de 11 industries dont plus de la moitié des membres sont des femmes a révélé que 6 p. 100 seulement des responsables et 9 p. 100 des délégués locaux étaient des femmes.

71. La sous-représentation des femmes dans les syndicats explique en grande partie le fait qu'elles soient concentrées dans les secteurs non organisés de l'économie. Dans certains pays, il est arrivé que, redoutant la concurrence des femmes sur le marché du travail, les travailleurs décident eux-mêmes de limiter l'accès des femmes à certains emplois et/ou aux syndicats. Aux Etats-Unis, par exemple, où les chefs syndicalistes sont choisis parmi les travailleurs qualifiés, ceux-ci ont réussi à fixer pour les emplois qualifiés des conditions d'admission impossibles à remplir par les femmes (licences, droits d'inscription, apprentissage prolongé) en négociant directement les conditions avec les employeurs en vue d'arriver à exclure effectivement les femmes, notamment en éliminant le travail à temps partiel 63/. A Porto Rico, grâce à leur position de force au sein de l'appareil politique et des syndicats, les hommes ont pu faire bénéficier d'avantages spéciaux les industries dans lesquelles les deux tiers ou davantage de l'ensemble des travailleurs sont des hommes. Par suite de cette rivalité entre travailleurs et travailleuses, le nombre de femmes employées dans l'industrie a décliné 64/. Le fait que les femmes sont confinées dans des emplois subalternes les empêche également d'occuper des postes importants dans les syndicats. Les travaux ménagers et les soins à donner aux enfants qui incombent automatiquement aux femmes et qui peuvent occuper une partie très importante de la journée d'une femme qui travaille, empêchent également les femmes de faire du syndicalisme.

72. La catégorisation des tâches en fonction du sexe se retrouve parfois au niveau des activités que les femmes exercent dans les syndicats. Selon une enquête sur les femmes syndiquées en Amérique latine, au Brésil, par exemple, où le nombre de femmes syndiquées est relativement élevé, leur rôle se limite à assurer la coordination des activités récréatives. Au Pérou, les femmes continuent à s'acquitter de tâches "féminines" (travaux de secrétariat et tâches sociales, par exemple), même dans les syndicats 65/.

62/ Botswana, 3 p. 100 (1978); Guinée, 15 p. 100 (1978); Jamahiriya arabe libyenne, 0,05 p. 100 (1978); Sri Lanka, 1 p. 100 (1978); Jamaïque, 5 p. 100 (1978); Liban, 2 p. 100 (1975).

63/ "Certain aspects of the integration of women in the development process : a point of view" (E/CONF.66/BP/5) (document d'information générale établi par Mme June Nash du City College de la City University de New York en vue de la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme en 1975). Voir également Ruth Milkman "Organizing the sexual division of labour : historical perspectives on women's work and the American labour movement", Socialist Review, mars 1980.

64/ E/CONF.66/BP/5.

65/ Ligia Chang et María Angélica Ducci, Realidad del empleo y la formación profesional de la mujer en America Latina (Organisation internationale du Travail (CINTERFOR), Etudes et monographies, No 24, Montevideo, 1977).

73. La sous-représentation des femmes dans les syndicats et parmi les chefs syndicalistes est également due au fait que les femmes occupent souvent des emplois socialement isolés et n'ont pas ainsi l'occasion d'acquérir un sentiment de solidarité et de se liguer pour défendre leurs intérêts. C'est surtout vrai dans les pays en développement, où les femmes sont souvent confinées dans des emplois marginaux, étant soit des travailleuses indépendantes, soit des employées de maison. A cet égard, la création d'organisations telles que l'Association des travailleuses indépendantes en Inde constitue probablement une tentative originale de regrouper les travailleuses indépendantes et les femmes travaillant dans le secteur dit marginal. En 1972, lorsque cette association a été créée, son principal objectif était de promouvoir les activités traditionnelles d'aide sociale en faveur des travailleuses indépendantes à Ahmedabad (Gujarat) dans le cadre des activités de l'Union des travailleurs de l'industrie textile. L'Association a commencé par organiser des cours de couture et des services de garderie d'enfants et par fournir d'autres services à des milliers de femmes qui complétaient les revenus de leur famille en vendant des objets d'occasion, des légumes et des articles courants et en faisant des travaux de couture. L'Association a vite compris que les problèmes auxquels se heurtaient les travailleuses étaient beaucoup trop complexes pour qu'on puisse les régler par des méthodes traditionnelles. Il s'agissait de trouver une formule susceptible de les protéger des prêteurs privés et autres intermédiaires qui perçoivent des taux d'intérêt exorbitants et exploitent leur travail.

74. En 1976, l'Association des travailleuses indépendantes a lancé son premier programme novateur en créant une coopérative bancaire gérée par des femmes où 4 000 travailleuses sont devenues actionnaires et où 10 000 autres ont ouvert leur propre compte en banque. Ce qui caractérise particulièrement cette banque c'est qu'un grand nombre de travailleuses (parmi lesquelles le pourcentage d'analphabètes est très élevé) ont pour la première fois eu accès à des instruments de crédit en leur nom propre. D'autres projets importants (coopératives de garderie d'enfants, allocations de maternité, installations médicales et pensions de veuve) ont récemment été lancés, grâce à la participation directe de ces femmes 66/.

75. Une analyse des tendances récentes de la participation des femmes dans quelques pays développés indique que les efforts récemment déployés pour organiser les fonctionnaires et les employés de bureau ont poussé un nombre plus important de femmes à se syndiquer et que, depuis la récession, on compte beaucoup plus de femmes que d'hommes parmi les nouveaux adhérents. Toutefois, le taux de représentation des femmes aux postes de responsabilité des syndicats est toujours faible. S'il est clair que des tentatives ont été faites au niveau local pour accroître la proportion de femmes parmi les responsables et le personnel des syndicats, les femmes font par contre rarement partie des organes de prise de décision. Certains syndicats envisagent de fixer des quotas par sexe pour les élections des délégués et des membres des conseils exécutifs. D'autres créent

---

66/ Organisation internationale du Travail, Women at work, No 3 (1977), p. 19 et 20.



de nouveaux sièges dans leurs conseils exécutifs pour les réserver aux femmes. Dans certains pays, les écoles gérées par les syndicats décentralisent leurs programmes pour tenir compte des difficultés qu'ont les femmes de s'absenter longtemps de chez elles. Certaines écoles ont installé des garderies d'enfants ou d'autres installations à l'intention des mères qui travaillent et qui suivent des cours 67/.

B. La sous-estimation de l'activité de production et de la participation économique des femmes, et la répartition des tâches au sein des ménages

76. La sous-représentation des femmes dans les emplois rémunérés ne signifie pas que leurs activités économiques et productives soient réduites. Les enquêtes sur le budget-temps ont mis en lumière une réalité souvent négligée par les enquêtes sur l'emploi : la contribution considérable des femmes au revenu réel et au bien-être économique des ménages, en particulier dans les zones pauvres. Le revenu salarial ne permet pas de mesurer la part du travail à domicile, évaluée à au moins 40 p. 100 du produit national brut aux Etats-Unis et certainement plus élevée encore dans des pays où l'économie est moins axée sur la monnaie 68/. Une étude récente sur l'utilisation du temps menée dans les zones rurales des Philippines montre que les pères gagnent la plus grande part du revenu salarial moyen des ménages, mais que les femmes et les enfants y contribuent pour près de 50 p. 100. Si l'on prend en compte la production domestique et les activités connexes - de façon à étudier le revenu total - la participation des mères est supérieure à celle des pères et l'apport des enfants - quatre en moyenne par famille - est supérieur à celui de l'un ou l'autre parent.

77. Dans un rapport établi pour l'Année internationale de la femme (1975), on a évalué le temps consacré aux activités rémunérées et aux travaux ménagers par les hommes et les femmes de 12 pays (pays en développement, pays à économie planifiée et pays à économie de marché) 69/. Des études plus récentes ont

---

67/ Résumé d'un document de recherche d'Alice H. Cook sur la Suède, l'Autriche, la République fédérale d'Allemagne et le Royaume-Uni présenté au Colloque international sur les femmes et les relations industrielles, tenu à Vienne du 12 au 15 septembre 1978.

68/ Birsall et McGreevy, op. cit., p. 6.

69/ Alexander Szalai, "La situation de la femme considérée à la lumière des recherches actuelles sur le budget-temps" (E/CONF.66/BP/6). Les 12 pays considérés étaient les suivants : Allemagne, République fédérale d', Belgique, Bulgarie, Etats-Unis d'Amérique, France, Hongrie, Pérou, Pologne, République démocratique allemande, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques et Yougoslavie.

confirmé ce rapport et ont permis d'en préciser les conclusions. Les données recueillies font apparaître de grandes variations d'un pays à l'autre : ainsi, les femmes des pays à économie planifiée consacrent sensiblement plus de temps aux activités rémunérées. Les femmes salariées consacrent en moyenne moins de temps au travail rémunéré que les hommes; elles travaillent plus souvent à temps partiel que les hommes; elles essaient d'éviter les heures supplémentaires à cause des tâches ménagères, ou bien il existe des règlements l'interdisant, etc. Cependant, il s'avère qu'au total, le temps de travail moyen (travail rémunéré plus travail non rémunéré) des femmes salariées dépasse toujours celui des hommes salariés. Dans l'ensemble, un accroissement du temps consacré à une activité rémunérée n'entraîne pas, pour les femmes, une réduction correspondante du travail ménager non rémunéré, mais une réduction du temps libre. Dans tous les pays considérés, les femmes salariées ont moins de temps libre que les hommes salariés 70/.

78. En Europe, il semble qu'un léger changement se fasse jour dans la répartition des tâches familiales entre les sexes. Par exemple, une comparaison entre les recensements de 1966 et de 1977 en Autriche fait apparaître que les maris aident dans une plus large mesure, notamment pour ce qui est des soins aux enfants. La participation du mari aux activités domestiques et aux soins aux enfants augmente avec le niveau d'instruction de la femme ou lorsqu'il n'y a pas au foyer d'autre femme que l'épouse pour se charger des travaux ménagers.

79. En Finlande, une étude sur la répartition des tâches ménagères a été faite en 1966, et la comparaison des résultats qu'elle a donnés à ceux d'un sondage d'opinion effectué en 1977 montre que la participation des hommes aux tâches ménagères a augmenté dans une certaine mesure dans les couches supérieures de la société et que la répartition traditionnelle des rôles a subsisté surtout dans les familles où la condition professionnelle de la femme est peu élevée, ainsi que dans les familles d'exploitants agricoles où la femme travaille à la maison.

---

70/ Données présentées au Séminaire sur le rôle de la femme dans l'évolution économique de la région de la CEE par Dorothea Gaudart, rapporteur pour le point de l'ordre du jour relatif à l'organisation du temps, voir également Robert E. Evenson, The Allocation of Time by Adult Women. An International Comparison (Yale University, 1979, texte polycopié). Evenson a appliqué la méthode de Szalai à 32 pays (pays en développement, pays à économie de marché et pays à économie planifiée).

/...

C. Les femmes en tant que chefs de famille 71/

80. Les problèmes auxquels sont confrontées, partout dans le monde, la plupart des femmes qui exercent une activité rémunérée - manque de qualifications, conflit entre rôle au foyer et exercice de la profession, discrimination, etc., - se trouvent exacerbés lorsque, pour des raisons diverses - migration, dissolution du mariage, abandon ou absence du conjoint, ou encore marginalité de celui-ci - la femme doit assurer elle-même sa propre subsistance et celle de ses enfants. Tant dans les pays développés que dans les pays en développement, il y a de plus en plus de femmes dans ce cas. L'image de la femme procréatrice et gardienne du foyer veut qu'elle vive au sein d'une entité familiale dont l'homme est le chef, seul à assurer la subsistance des siens, ou au sein d'une structure familiale élargie, par quoi l'on entend un système offrant à ses membres une protection d'ordre juridique et économique. Or, il n'en est pas ainsi dans la réalité. On estime que, de par le monde, à l'heure actuelle quelque 25 à 33 p. 100 des ménages ont une femme à leur tête. Ce pourcentage est d'ailleurs souvent beaucoup plus élevé dans certaines régions et ce pour différentes raisons : décès, abandon, migrations, polygamie.

81. Si le nombre de mères ou de pères qui sont seuls pour élever leurs enfants est en augmentation dans le monde entier, c'est dans les pays développés que l'on peut le mieux suivre ce phénomène. Ainsi, au Royaume-Uni, entre 1971 et 1976, le nombre de ménages uniparentaux a augmenté de près d'un tiers. Cela est dû en particulier à la fréquence des couples dissociés, mais aussi au nombre croissant de mères célibataires. On estime qu'en 1976, 11 p. 100 des familles ayant des enfants à charge étaient uniparentaux, alors qu'en 1971 cette proportion était de 8 p. 100; dans 88 p. 100 des cas, le chef de famille était une femme.

82. Aux Etats-Unis, entre 1950 et 1977, le nombre de familles ayant une femme à leur tête a augmenté de 110 p. 100, ce qui pour la dernière de ces années représente 13,6 p. 100 du nombre total de familles. Soixante-cinq pour cent de ces chefs de famille avaient entre 35 et 54 ans. Une famille noire sur trois, soit 2 millions de familles, avaient une femme à leur tête, contre 5 millions de familles blanches, soit une sur neuf.

83. Dans les pays développés, le divorce est une des principales causes de l'augmentation du nombre de ménages dont le chef est une femme et entre 1960 et 1975, le taux de divorces a augmenté : on comptait, en 1975, par millier d'habitants, 4,80 divorces aux Etats-Unis, 3,33 en Suède et 3,08 en Union soviétique, contre respectivement 2,18, 1,20 et 1,27 p. 100 en 1960.

---

71/ Les données utilisées dans la présente section sont extraites pour la plupart d'un rapport soumis en mars 1978 à l'Agency for International Development/Women's International Development (AID/WID), intitulé : "Women Headed Households. The ignored factor in development planning", (auteurs M. Buvinić, N.H. Youssef et B. von Elm) et d'un rapport intitulé "Women returning to work" (auteurs : E. Ginzberg et A.M. Yohalem) qui sera publié en 1980 par Allan Held Osmun and Co., New Jersey.



84. Le taux de divorces augmente également dans les pays en développement, mais l'augmentation du nombre de ménages ayant pour chef une femme est dû aussi à d'autres facteurs : pression démographique, migration et urbanisation. Dans les zones rurales, la transformation d'une agriculture de subsistance en travail saisonnier et rémunéré, pour la production de cultures commerciales et dans le cadre d'agro-industries mécanisées, fait que le nombre de femmes qui migrent seules ou vivent seules avec leurs enfants à un niveau de subsistance minimum ne cesse d'augmenter.

85. En Afrique, lorsque l'homme quitte sa famille pour chercher du travail dans les mines, les plantations ou les villes, la femme se voit chargée d'un double fardeau : non seulement elle prend soin du ménage, mais elle assure aussi la subsistance des siens. Au Kenya, il est courant que les hommes quittent l'exploitation agricole familiale pour chercher du travail rémunéré et qu'ils n'y reviennent qu'au moment de la retraite. Au Kenya et au Lesotho, dans l'agriculture, un tiers des chefs de famille sont des femmes.

86. La main-d'oeuvre de certains pays du Moyen-Orient, d'Asie et d'Afrique du Nord - hommes, femmes aussi parfois - est attirée par les centres industriels européens ou par les gisements pétroliers ou les villes des pays voisins. Une contradiction se fait jour par ailleurs dans ces pays entre les impératifs économiques qui ne cessent de croître et l'obligation traditionnelle d'assurer la subsistance de la femme, après le divorce.

87. Au Maroc, une étude comparée des recensements de 1960 et 1971 a révélé que le nombre d'hommes chefs de famille n'avait que très peu augmenté, alors que celui des ménages ayant à leur tête une femme avait augmenté de 33 p. 100.

88. En Amérique latine, le nombre de femmes qui émigrent des zones rurales et des petites agglomérations vers les zones urbaines est plus élevé que celui des hommes. Comme elles ont tendance à partir sans leur conjoint, elles deviennent de la sorte chefs de famille. Au Brésil, un chef de famille sur six dans la région de Rio de Janeiro et un sur huit dans la région de Sao Paulo est une femme. A Caracas (Venezuela), en 1971, environ un quart des ménages avaient une femme à leur tête. Dans les pays du Commonwealth, des Caraïbes, cette proportion est de plus d'un tiers.

89. En Inde, au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et dans certaines régions d'Afrique au sud du Sahara, la tradition voulait que la veuve réintègre son unité familiale d'origine ou soit incorporée à celle du défunt. Or, de plus en plus souvent, en raison de l'insertion des membres de la famille dans le circuit économique monétarisé et vu les problèmes que pose la vie dans les centres urbains, les veuves se voient contraintes de gagner leur vie et celle de leurs enfants. Dans tous les pays, à en juger par leur présence massive dans la population active, les femmes divorcées ou séparées constituent un groupe pour lequel le travail est une nécessité impérieuse. Dans certains pays d'Amérique latine - au Costa Rica et en Argentine par exemple - plus de 50 p. 100 des femmes divorcées travaillent dans le secteur organisé.

90. A Singapour et au Népal, environ 50 p. 100 des divorcées sont économiquement actives; une femme divorcée sur trois l'est dans les sociétés islamiques.

91. En Amérique centrale, en Amérique du Sud et aux Antilles, il y a un nombre remarquable de mères célibataires (c'est-à-dire n'ayant jamais contracté de mariage légal ou vécu en union libre). Ainsi, aux Antilles et au Chili respectivement, 50 p. 100 et 43 p. 100 des femmes célibataires de 15 ans et plus ont des enfants. Ce phénomène est très répandu dans d'autres régions du monde. Au Mozambique, 20 p. 100 des femmes célibataires adultes ont des enfants; au Botswana, cette proportion est de 45 p. 100.

92. Des données internationales montrent qu'il existe un rapport entre la pauvreté d'un ménage et le fait qu'une femme en soit le chef. Aux Etats-Unis, en 1972, 52 p. 100 des familles appartenant à des minorités nationales et ayant à leur tête une femme et 25 p. 100 des familles blanches dans le même cas vivaient au-dessous du seuil de pauvreté, alors que cette proportion atteignait 5 p. 100 seulement là où le chef de famille était un homme adulte.

93. Au Royaume-Uni, 43 p. 100 des personnes sollicitent un supplément de revenu familial (versé à tout chef de famille ayant des enfants à charge et un faible revenu) sont des parents seuls, la quasi-totalité étant des femmes. Au Canada, le revenu moyen des familles dont le chef est une femme célibataire, ayant à charge au moins un enfant de moins de 18 ans, ne représente que 45 p. 100 du revenu moyen à l'échelle nationale.

94. A Santiago du Chili, on comptait, en 1973, dans les tranches de revenus les plus faibles 10 p. 100 des hommes chefs de famille et 29 p. 100 des femmes chefs de famille. En 1977, dans la zone métropolitaine de Belo Horizonte (Brésil), 41 p. 100 des familles ayant à leur tête une femme vivaient au seuil de la pauvreté, contre 26 p. 100 des familles dont le chef était un homme.

## II. MESURES PRISES PAR LES ETATS MEMBRES EN VUE D'AMELIORER LES POSSIBILITES D'EMPLOI ET LES CONDITIONS DE TRAVAIL DES FEMMES

95. Comme on l'a vu dans la section I, le fait que les femmes n'aient pas encore suffisamment accès aux emplois rétribués constitue un problème majeur dans le monde entier. L'accès des femmes aux emplois rétribués n'est pas seulement la condition de leur indépendance économique et, par suite, de leur égalité avec les hommes. Puisque le nombre des femmes chefs de famille a considérablement augmenté, ainsi que le nombre de celles dont les familles vivent de deux revenus, les femmes ont besoin de bénéficier de possibilités équitables d'accès à l'emploi pour lutter contre la pauvreté ou même pour survivre. Le problème de l'emploi des femmes est encore aggravé par le fait qu'en de nombreuses régions du monde, les femmes sont surchargées de travail alors que peu d'emplois leur sont offerts. Telle est la dure réalité partout où l'activité des femmes se limite au travail agricole.

96. L'analyse fait également ressortir que la répartition inégale des travaux domestiques en fonction du sexe constitue un facteur essentiel de l'inégalité des sexes en face de l'emploi. Pour instaurer l'égalité entre les sexes, il est nécessaire en premier lieu de reconnaître la valeur des travaux domestiques, de répartir plus également les tâches entre les époux, enfin de modifier les conditions actuelles sur le marché du travail afin que les travailleurs - les hommes comme les femmes - puissent remplir leur double rôle de travailleur et de parent.

97. La présente section du rapport a pour but d'évaluer les mesures prises par les Etats Membres à cet égard. Elle est basée principalement sur les réponses au questionnaire sur l'application du Plan d'action mondial en vue de la réalisation des objectifs de l'Année internationale de la femme et sur les rapports pertinents de l'OIT. Les mesures visant à permettre d'assumer plus aisément de front les responsabilités professionnelles et familiales seront examinées d'abord. On étudiera ensuite les mesures relatives à l'amélioration de la situation des femmes sur le marché du travail. La dernière sous-section traite des mesures visant à améliorer la condition socio-économique des femmes dans les zones rurales.

### A. Mesures destinées à permettre aux femmes de combiner travail et responsabilités familiales

#### 1. Mesures visant à modifier les conditions de travail

98. La protection de la maternité est un préalable à toute mesure visant à permettre aux femmes d'exercer un emploi et d'assumer cette fonction sociale qu'est la procréation. L'expression "protection de la maternité", au sens strict, veut dire droit au congé de maternité, droit aux prestations de maternité et droit à la sécurité du travail pendant certaines périodes prescrites. La plupart des pays ont signalé que leur législation garantissait aux femmes une protection

/...

qui leur était assurée sous une forme ou sous une autre, soit par la sécurité sociale, soit au titre d'arrangements collectifs rentrant dans le cadre de la législation du travail.

99. La durée du congé octroyé et le montant des prestations versées varient considérablement d'un pays à l'autre. Une étude réalisée par l'OIT dans 25 pays africains a montré que la durée de ce congé était, dans la majorité des cas, de 12 à 14 semaines. Dans la plupart des pays, le montant en espèces des prestations de maternité équivaut à la moitié du salaire que la femme perçoit lorsqu'elle travaille à plein temps. Dans un petit nombre de pays, les femmes touchent la totalité de leur salaire. Il en est d'autres également où elles n'ont droit à aucune prestation en espèces. En Asie, la durée maximum du congé est, en général, de 12 semaines mais, dans la grande majorité des pays, la durée normale est inférieure. Ce n'est que dans un très petit nombre de pays que le montant des prestations de maternité versées en espèces équivaut au montant total du salaire.

100. La durée du congé payé peut être supérieure à 12 semaines. C'est le cas notamment dans les pays à économie planifiée, mais plusieurs pays à économie de marché ont même étendu, ces dernières années, la durée de ce congé. De nombreux pays déclarent également avoir renforcé les dispositions juridiques qui visent à mettre les femmes à l'abri du renvoi pour cause de grossesse 72/.

101. En dépit des progrès accomplis, la situation en ce qui concerne la protection de la maternité ne peut guère être considérée comme satisfaisante. Dans la plupart des pays en développement le secteur non organisé et le secteur de l'agriculture sont laissés à l'écart, de sorte que la grande majorité des femmes, qui appartiennent à ces secteurs, ne bénéficient d'aucune protection. Un certain nombre de pays signalent que la protection de la maternité est limitée au secteur public 73/. Il convient de noter également que, si dans un certain nombre de

---

72/ On trouvera une description détaillée des dispositions relatives à la protection de la maternité (conditions à remplir pour avoir droit aux prestations, durée du congé de maternité, prestations en espèces, clause de non-renvoi, et interruption de travail pour soins à donner à l'enfant) dans les numéros suivants du bulletin de l'OIT *Women at Work* : No 2 (1977) (Salient provisions on maternity protection, selected Asian countries), No 3 (1977) (Maternity protection in selected African countries), No 4 (1979) (Maternity protection in various industrialized market-economy countries). Voir également S. A. Smirnov "Maternity protection. National law and practice in selected European countries" (ILO/W.8/1978).

73/ Voir "Recent changes and trends in the situation of women in the ECWA region" (E/ECWA/SDMS/CONF.4/3 I) (Evolution récente de la situation des femmes dans la région de la CEA), document établi pour la réunion préparatoire de la CEA en vue de la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme. Voir également OIT, "Conditions of Work, Vocational Training and Employment of Women" (Conditions de travail, formation professionnelle et emploi des femmes), Rapport No III, soumis à la onzième Conférence des Etats américains membres de l'Organisation internationale du Travail, tenue à Medellín en septembre et octobre 1979.

pays où les prestations sont versées par la sécurité sociale, dans un certain nombre d'autres pays les employeurs doivent les acquitter eux-mêmes en totalité ou en partie. Ce mode de financement des prestations est signalé comme étant source de discrimination à l'égard des femmes, dans la mesure où il tend à limiter l'accès de celles-ci à l'emploi 74/.

102. La prolongation de la durée du congé de maternité autorisé, au-delà de la période normale ou de la période statutaire, sans perte de droits, est une amélioration qui a été introduite récemment dans les législations des pays développés, principalement. La durée de ce congé, qui est destiné à permettre aux femmes de s'occuper de leurs enfants, varie largement d'un pays à l'autre : trois ans au maximum en Espagne, en Bulgarie et en Hongrie, deux ans en Tchécoslovaquie et en France, un an en URSS, en Autriche et en Norvège, et six mois en Italie. Dans un certain nombre de cas, la femme a droit, pendant la totalité ou une partie de la durée de ce congé, à une allocation spéciale dont le montant équivaut soit à celui de l'allocation de maladie (Suède), soit au salaire minimum (Bulgarie), soit à un pourcentage des gains (30 p. 100 en Italie).

103. Si le congé de maternité pour les femmes a été prolongé et si, dans certains cas, celles-ci ont également acquis le droit au congé pour s'occuper de leurs enfants, en revanche, la reconnaissance de ce dernier droit aux pères ne progresse que très lentement. En Suède, en Norvège et en France, les parents sont désormais libres de décider si le congé sera pris par le père ou par la mère. En Suède, le pourcentage des hommes qui exercent ce droit, lequel leur a été octroyé en 1974, s'accroît chaque année et a atteint 12 p. 100 en 1978. En Finlande, le père a droit à un congé plus court que celui de la mère et doit en prendre une partie immédiatement après la naissance de l'enfant, le reste pouvant être pris plus tard. Plusieurs pays, notamment dans le monde industrialisé, sont venus s'ajouter à la liste de ceux qui accordent le droit au congé, avec ou sans rémunération, en cas de maladie des enfants. Toutefois, seul un petit nombre d'entre eux (Autriche, Israël, Suède et Finlande) ont étendu ce droit aux pères. En Hongrie, les pères célibataires ont droit, au même titre que les mères qui travaillent, à un congé pour s'occuper de leurs enfants malades.

---

74/ Voir Examen et évaluation des progrès réalisés et des obstacles rencontrés à l'échelon national, en Asie et dans le Pacifique, dans la réalisation des objectifs minima énoncés au paragraphe 46 du Plan d'action mondial et des objectifs du Plan d'action asiatique. Document établi par Rita M. Gerona Adkins, consultante auprès de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique.

104. Outre la possibilité de rester à la maison dans certaines occasions, l'aménagement du temps de travail compte pour beaucoup dans la manière dont une personne, homme ou femme, assume quotidiennement son double rôle de travailleur et de parent. Afin de permettre aux travailleuses ayant des responsabilités familiales de mener de front travail salarié et tâches familiales, un certain nombre de pays accordent à celles-ci du temps libre pour s'occuper de leur maison et de leurs enfants. Ainsi, dans la République démocratique allemande, les femmes qui ont plusieurs enfants ont un horaire de travail plus court et des vacances plus longues, sans que leur salaire en soit réduit pour autant. Toutes les femmes qui ont des enfants âgés de moins de 18 ans ou d'autres membres de leur famille qui exigent des soins particuliers ont droit à un jour de congé payé par mois. Dans la République-Unie du Cameroun, au Mali et en Haute-Volta, une femme qui travaille peut prendre deux jours de congé supplémentaires par an pour chaque enfant âgé de moins de 15 ans. En Israël, les accords collectifs stipulent que les mères ayant des enfants âgés de moins de 12 ans ont le droit de ne travailler que sept heures par jour tout en recevant un salaire équivalent à une journée de travail complète. Dans un certain nombre de pays, hommes et femmes souhaiteraient une réduction générale de l'horaire quotidien de travail afin de pouvoir mener à bien tâches familiales et activité salariée. Un certain nombre de pays, qui considèrent la journée de six heures comme un objectif à long terme, ont recommandé le raccourcissement de la journée de travail en faveur des parents qui ont des enfants en bas âge. Depuis 1979, la durée de la journée de travail des parents suédois dont l'enfant n'a pas atteint l'âge de huit ans peut être réduite aux trois quarts de la journée normale. Ce droit peut être exercé par l'un des parents ou par les deux simultanément. Le manque à gagner qu'entraîne cette réduction du temps de travail ne donne pas droit à compensation.

105. Il faut noter toutefois que l'idée de raccourcir le temps de travail, par exemple, en abaissant l'âge de la retraite et en augmentant la durée des fins de semaines et des vacances, est encore controversée dans de nombreux pays et a souvent suscité des protestations de la part des organisations féminines. Certaines d'entre elles recommandent de donner aux femmes la possibilité de bénéficier de versements de retraite anticipée pendant la période où elles s'acquittent de leurs tâches maternelles, tandis que d'autres considèrent cette mesure comme propre à renforcer la discrimination à l'égard des femmes.

106. Dans bon nombre de pays industrialisés, les femmes cherchent à combiner travail salarié et responsabilités familiales en ne travaillant qu'à temps partiel. Dans certains pays développés, le pourcentage des femmes mariées exerçant un emploi à temps partiel fluctue entre 40 et 50 p. 100, alors que ce même pourcentage n'est que de 5 p. 100 environ chez les hommes.

107. Le travail à temps partiel n'est possible, souvent, que dans des emplois peu qualifiés, routiniers, sans avenir et n'offrant que des possibilités très limitées en matière de formation, d'éducation et de promotion. Comme il s'agit fréquemment de travaux temporaires, la sécurité de l'emploi laisse beaucoup à désirer. Dans de nombreux pays, le travail à temps partiel ne donne pas lieu aux mêmes prestations de sécurité sociale que celles dont bénéficient les travailleurs à plein temps. Ce qui est plus préoccupant encore, c'est que ce



sont quasi exclusivement les femmes qui recherchent ce type d'emploi, ce qui ne fait qu'accentuer le caractère marginal de leur situation au sein de la population active. Pour les femmes qui n'ont pas à subvenir seules ou pour une large part, aux besoins de leur famille, le travail à temps partiel peut être un moyen de résoudre de façon satisfaisante ce dilemme que pose le cumul des tâches ménagères et des activités professionnelles. Il faut reconnaître, toutefois, que le travail à temps partiel risque de perpétuer le mythe selon lequel les femmes n'occupent qu'une place secondaire au sein de la population économiquement active. Un certain nombre de gouvernements se sont efforcés de multiplier les emplois à temps partiel tout en assurant aux travailleurs qui exercent ces emplois les mêmes droits qu'aux travailleurs à temps complet.

108. Dans la République fédérale d'Allemagne, des directives ont été publiées en vue de développer le travail à temps partiel pour les femmes et les hommes et il existe un projet de loi qui a pour but d'ouvrir de nouvelles perspectives aux fonctionnaires dans ce domaine. Le Gouvernement norvégien non seulement encourage les employeurs des secteurs public et privé à offrir des emplois à mi-temps, mais il a également assuré aux travailleurs à temps partiel les mêmes conditions de travail et les mêmes bénéfices sociaux qu'à ceux qui travaillent à temps complet. Un comité gouvernemental doit recommander l'adoption de nouvelles mesures visant à permettre aux travailleurs d'aménager à leur gré leur horaire de travail sans perdre aucun droit. De son côté également, le Gouvernement suédois a entrepris une étude sur les causes, conditions et conséquences du travail à temps partiel. Des informations ont été recueillies au sujet des avantages sociaux dont bénéficient les employés à temps partiel et, en 1979, environ 80 conférences ont été données par des fonctionnaires du gouvernement au sujet du travail à temps partiel et des bénéfices sociaux y afférents.

## 2. Mesures visant à alléger le travail domestique

### a) Soins à l'enfant

109. Des programmes appropriés pour prendre soin des enfants pendant les heures de travail constituent l'un des plus importants facteurs permettant à l'un ou l'autre des parents de rechercher un emploi. Dans les pays industrialisés, il est difficile de résoudre ces problèmes à l'intérieur de la famille; d'autre part, la disparition progressive de la famille élargie dans un grand nombre de pays en développement laisse penser que ces problèmes finiront également par se poser dans ces pays. Une étude de l'OIT indique que dans de nombreux pays, le gouvernement et divers groupes, notamment les organisations d'employeurs et de travailleurs, sont conscients de la nécessité de créer et de mettre en place une infrastructure appropriée de garderies d'enfants. Quatre-vingt-sept gouvernements ont mentionné l'existence, dans leur pays, de services et d'équipements appropriés qui, dans de nombreux cas, étaient en cours d'extension ou d'amélioration. Cependant, s'il est vrai que les services de soins à l'enfant se sont développés dans la plupart des pays au cours des 15 dernières années,

/...

le nombre de travailleurs ayant de jeunes enfants a augmenté dans de telles proportions que l'offre est encore loin de satisfaire la demande 75/.

110. Les réponses au questionnaire confirment cette observation. Celles provenant de la région de la CEA indiquent que le nombre de garderies et de jardins d'enfants, publics ou privés, s'est accru et que des dispositions ingénieuses ont été prises à l'échelon des collectivités tant dans les zones urbaines que rurales. Cependant, dans certains pays, sinon dans tous, les femmes comptent surtout sur d'autres femmes pour les aider dans leurs tâches ménagères et pour les soins à donner aux enfants. Les réponses des gouvernements membres de la CESAP donnent l'impression que ces gouvernements s'emploient depuis 1975 à accroître le nombre de garderies. Les données disponibles sont cependant limitées.

111. En ce qui concerne les pays développés, en particulier les pays à économie planifiée, on connaît le succès de leur politique de fourniture de services d'appui et de garderies d'enfants. Dans le reste du monde industrialisé, l'ampleur de ces services varie considérablement d'un pays à l'autre. Dans la plupart des cas, la demande est cependant loin d'être satisfaite 76/.

112. Enfin, on a signalé que la pratique consistant à faire assumer une partie des frais de garderie par l'employeur de la mère plutôt que par celui du père, nuisait à l'accès des femmes mariées au marché du travail. Il faudrait donc accorder la priorité dans ce domaine à la mise en place de mécanismes institutionnels efficaces qui fassent supporter à l'employeur du père une partie des frais de garderie 77/.

#### b) Autres mesures

113. Parmi les autres mesures visant à alléger le travail domestique, on peut citer la planification et la construction de logements, la fourniture de services publics essentiels (eau, électricité et gaz) ou encore la production d'aliments semi-préparés et d'autres biens de consommation ainsi que la mise au point de dispositifs qui allègent les tâches ménagères les plus ingrates. Ceux-ci pourraient être fournis par l'intermédiaire des services communautaires ou vendus aux familles à faibles revenus à des prix accessibles.

114. Même si des efforts restent à faire dans les pays développés en vue d'améliorer les services collectifs ou de mettre des appareils ménagers à la disposition d'un nombre accru de ménages 78/, c'est encore dans le monde en

---

75/ Organisation internationale du Travail, Egalité de chances et de traitement pour les travailleurs des deux sexes : travailleurs ayant des responsabilités familiales, Rapport VI, première partie, présenté à la Conférence internationale du travail à sa soixante-sixième session.

76/ Le rapport de l'OIT cité plus haut dans la note 74 expose la situation dans divers pays du monde et fournit une analyse des problèmes liés aux soins à l'enfant.

77/ Voir plus haut, note 73.

78/ Voir l'analyse qui est faite sur cette question au chapitre VI du rapport de l'Organisation internationale du Travail intitulé "Equal opportunities ..." (Egalité de chances ...).

/...

développement que le problème est le plus grave. Des millions de femmes dans les régions en développement dépensent chacune, pour s'acquitter quotidiennement de leurs tâches domestiques, autant d'énergie qu'un travailleur rémunéré pendant sa journée de travail. La majorité des femmes ne disposent encore que d'une technique élémentaire, utilisant pour leurs tâches domestiques du matériel dépassé. Une étude réalisée dans neuf villages d'un pays africain a montré qu'une femme chargée de l'approvisionnement en eau devait marcher quatre heures par jour pour apporter l'eau nécessaire à une famille de quatre personnes. La corvée quotidienne du ramassage des légumes et du vannage, du pilage et du moulage des céréales avant la cuisson peut exiger deux à trois heures de travail.

115. Les institutions internationales et les gouvernements nationaux sont de plus en plus conscients de l'accroissement de la productivité qui peut être obtenu dans les travaux ménagers et de la nécessité d'alléger la tâche des femmes. Néanmoins, les ressources investies dans ce domaine sont encore limitées. Les femmes africaines ont elles-mêmes repéré de nombreux secteurs dans lesquels des techniques appropriées pourraient améliorer sensiblement la vie des femmes, en particulier dans les zones rurales, notamment : approvisionnement en eau, introduction de moyens de transport légers pour le transport de l'eau, de la nourriture, des produits agricoles et autres, adoption d'outils agricoles efficaces et utilisation d'appareils de broyage et autre matériel de traitement des produits agricoles. A cette fin, il faudrait examiner en priorité l'adoption de techniques nouvelles ou modernisées suffisamment nombreuses et à un prix très raisonnable.

### 3. Mesures visant à faire reconnaître la valeur du travail domestique

116. Bien que les systèmes comptables nationaux soient devenus beaucoup plus perfectionnés, aucun d'entre eux ne tient compte du travail productif non rémunéré des femmes. Certains pays ont cependant tenté de déterminer la valeur économique des travaux domestiques non rémunérés effectués par les femmes. Le Canada fait mention d'une étude traitant de l'apport des travaux domestiques des femmes à l'économie canadienne et de la valeur économique du travail communautaire bénévole. Dans une étude sur le budget-temps, entreprise en Finlande, le Conseil finlandais pour l'égalité s'efforce de définir l'importance des tâches domestiques non rémunérées pour l'économie nationale et d'évaluer leur contribution dans l'accumulation des biens familiaux lorsqu'il s'agit du partage des biens en cas de décès ou de divorce. Aucune mesure concrète n'a encore été prise pour incorporer les connaissances acquises dans les politiques générales de planification économique.

117. La reconnaissance de la valeur des tâches domestiques soulève toute une série de questions liées aux avantages dérivant de la situation de salarié. Les femmes, qui doivent souvent interrompre leur activité professionnelle pour élever de jeunes enfants, sont désavantagées par la plupart des régimes de sécurité sociale, à l'exception de ceux qui prévoient les mêmes avantages de base pour tous les résidents. Les droits relatifs à la pension, liés à l'emploi, sont réduits par ces interruptions et, lorsque ces personnes reprennent le travail, il arrive souvent qu'elles n'aient plus droit à des avantages à court terme

/...

tels que les soins médicaux, les prestations de maladie et de maternité et les allocations de chômage, parce qu'elles ne remplissent pas les exigences relatives à la durée de l'emploi, de l'assurance ou des cotisations. Pendant la période passée à la maison, ces femmes n'acquièrent aucun droit à des prestations de sécurité sociale et, même lorsque les régimes auxquels elles sont affiliées accordent les mêmes avantages à tous les résidents, elles dépendent du revenu de leur conjoint.

118. Certains pays développés ont accordé une attention accrue à la question des droits personnels dans les demandes de prestations de sécurité sociale fondées sur les travaux ménagers, bien que peu de pays aient annoncé des mesures concrètes. Parmi les points importants à examiner dans ce domaine, figurent la valeur des travaux ménagers, le niveau de protection à accorder et la question de savoir qui assumera les frais.

119. Les réponses des gouvernements indiquent que l'on commence à examiner cette question et que celle-ci sera l'un des principaux thèmes de discussion des années à venir. Il conviendrait d'ajouter que ces mesures risqueraient de "geler" la division du travail actuelle, qui est fondée sur le sexe, cantonnant la femme dans sa tâche reproductrice et affaiblissant sa position lors de son retour sur le marché du travail.

#### 4. Mesures visant à donner aux hommes la possibilité et le désir d'assumer leur part des travaux domestiques

120. Les progrès dans ce domaine ont été très lents. Il va sans dire qu'ils dépendent d'un changement d'attitude de la part des hommes et des femmes et qu'ils exigent par conséquent beaucoup de temps. Cependant, certains pays adoptent des mesures concrètes en vue d'accélérer ce processus et pourraient arriver à réaliser l'évolution souhaitée. Parmi ces mesures, on peut citer les congés que les parents peuvent se partager, le droit pour le père comme pour la mère de s'absenter de son travail pour soigner un enfant malade, comme c'est le cas dans les pays scandinaves et en Autriche.

121. Une autre mesure utile consisterait à assurer l'égalité des salaires entre les hommes et les femmes, ce qui donnerait aux pères comme aux mères, la possibilité de choisir entre un travail rémunéré et les tâches domestiques. L'Autriche signale l'existence de groupes de travail qui examinent des amendements à la législation sociale qui permettraient aux hommes de mieux s'acquitter de leurs responsabilités familiales en répartissant le congé de maternité entre les conjoints et en faisant bénéficier l'homme au foyer de l'assurance médicale au titre de l'emploi rémunéré de son épouse.

122. Certains pays (dont le Danemark et l'Islande) signalent qu'ils envisagent d'accorder aux pères le droit au congé pour soins aux enfants tandis que d'autres (dont l'Autriche et les Pays-Bas) citent cette mesure parmi leurs objectifs. Le Danemark a cependant ajouté que la situation économique actuelle pourrait entraver cette réforme.

123. Dans les pays qui connaissent des problèmes de développement économique et disposent de ressources limitées, il est rare qu'un changement fondamental des attitudes vis-à-vis du travail des femmes soit considéré comme une priorité. Nombreux sont ceux qui soutiennent que l'amélioration de la situation économique amènera ce changement. Il est cependant plus utile d'examiner l'argument contraire selon lequel l'intégration des femmes à la vie sociale et économique, sur un pied d'égalité avec les hommes, constitue le premier pas nécessaire vers le développement. Cuba, par exemple, a adopté cette stratégie; dans ce pays, les mesures juridiques économiques et sociales sont complétées par des campagnes en vue de faire prendre conscience à l'ensemble de la population de l'importance du problème.

B. Mesures visant à assurer l'égalité entre l'homme et la femme en matière d'accès à l'emploi et de conditions de travail

124. Il semble que, dans le monde entier, la discrimination patente à l'égard des femmes soit considérée comme inacceptable du moins en principe. La grande majorité des pays indiquent que leur législation assure l'égalité entre les hommes et les femmes en matière de possibilités et de conditions d'emploi. Certains pays, bien qu'ils ne possèdent pas de lois relatives à l'égalité des rémunérations, déclarent avoir ratifié la Convention No 100 de l'OIT qui prévoit l'égalité de rémunération entre la main-d'oeuvre masculine et la main-d'oeuvre féminine.

125. De nombreux pays développés à économie de marché s'orientent vers l'adoption d'une législation assurant l'égalité entre les hommes et les femmes en matière de possibilités et de conditions d'emploi, et de rémunération. Quatorze pays 79/ ont déclaré avoir promulgué une législation de ce type. La portée de ces législations varie considérablement, mais la plupart d'entre elles interdisent la discrimination fondée sur le sexe ou la situation matrimoniale dans les offres d'emploi ou le classement des emplois, le recrutement et les conditions de travail, de formation et d'avancement. Certains pays ont également fait savoir qu'ils avaient mis en place des organes spéciaux de contrôle chargés d'assurer l'application de la législation relative à l'égalité des possibilités et des conditions d'emploi et de rémunérations. La Nouvelle-Zélande a institué, en 1978, un tribunal qui connaît de tous les litiges se rapportant au principe de l'égalité dans l'emploi. L'Australie a établi un Comité national sur la discrimination en matière de recrutement et d'emploi et, dans chaque Etat, un comité est chargé d'enquêter sur toute allégation de discrimination en vue d'y remédier par voie de conciliation. En outre, le Conseil de la fonction publique a amélioré le fonctionnement de son Bureau de l'égalité des possibilités d'emploi.

126. Deux pays qui ont depuis longtemps adopté la législation s'inspirant du principe "à travail égal, salaire égal" ont fait état de la difficulté qu'ils rencontrent dans l'application de cette législation en raison de l'absence de méthodes convenues permettant de comparer les emplois. La République fédérale d'Allemagne dit avoir lancé un programme de recherches visant à donner aux employeurs et aux syndicats des bases plus solides leur permettant d'analyser les emplois de façon plus sûre et d'évaluer plus équitablement le travail fourni. Aux Etats-Unis, le Ministre du travail a été autorisé à entreprendre des programmes

---

79/ Allemagne, République fédérale d', Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, France, Irlande, Italie, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Suède.

de recherches visant à déterminer dans quelle mesure les systèmes de classement des emplois et des salaires dévaluent certaines compétences et responsabilités en fonction du sexe des intéressés.

127. Au Japon, où les emplois ouverts aux femmes sont de plus en plus diversifiés et où certaines femmes cadres exercent des fonctions qui les obligent à travailler toute la nuit ou à faire des heures supplémentaires, un groupe de recherche sur la législation du travail, au sein du Ministère du travail, a recommandé l'abolition de tous les articles visant à protéger les femmes, à l'exception des dispositions relatives à la maternité, en soutenant que cette mesure améliorerait la compétitivité des femmes par rapport aux hommes. Contre cette recommandation, on a fait valoir qu'étant donné les circonstances actuelles, cette mesure ne permettrait pas d'assurer l'égalité entre les hommes et les femmes. On pourrait résoudre les problèmes posés par la législation actuelle en abolissant les dispositions visant à protéger les femmes exerçant les professions d'infirmière, de standardiste, d'hôtesse de l'air, de productrice de télévision, etc. On a fait valoir que l'abolition de cette législation permettrait à certaines industries (en particulier les industries manufacturières et le secteur des services) de fonctionner 24 heures sur 24. Etant donné que 60 p. 100 des femmes actives au Japon sont mariées, cette augmentation des heures de travail accroîtrait les difficultés auxquelles se heurtent déjà les femmes mariées, compte tenu de la législation actuelle, pour arriver à combiner leur profession avec les travaux domestiques et les soins aux enfants.

128. Les pays à économie planifiée d'Europe orientale mènent depuis longtemps une politique de promotion de la femme par l'éducation et la formation. Le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques déclare que "l'un des principaux changements en ce qui concerne l'emploi des femmes est l'augmentation considérable du nombre de femmes à des postes exigeant les plus hautes compétences"; cela serait dû à l'élévation rapide du niveau d'instruction des femmes (enseignement supérieur et enseignement technique). En 1977, parmi les femmes exerçant un emploi, la proportion de spécialistes ayant fait des études supérieures ou des études secondaires spécialisées était plus grande (27,1 p. 100) que parmi les hommes (17,9 p. 100). Le Gouvernement soviétique voit dans le large accès des femmes à tous les types de formation professionnelle la ferme garantie que celles-ci pourront occuper les nouveaux emplois créés par le progrès scientifique et technique.



129. Dans les pays en développement, la législation en vigueur est encore très limitée : elle s'applique surtout aux secteurs modernes laissant de côté les masses de femmes travaillant dans l'agriculture, dans les secteurs domestiques et dans l'ensemble du secteur non réglementé. En outre, certains pays en développement ont indiqué que si la législation est à même de protéger les femmes travaillant dans le secteur public, il est difficile d'appliquer des mesures similaires dans le secteur privé. Cependant, les lois antidiscriminatoires, en dépit de leur faible portée, sont considérées comme importantes car, en plus de leur effet direct, elles peuvent contribuer à modifier les valeurs culturelles en faveur de l'égalité des sexes.

130. Bien que l'on s'accorde à reconnaître l'importance des mesures juridiques visant à combattre la discrimination, un grand nombre de gouvernements soulignent que les principaux obstacles au progrès ne sont pas d'ordre juridique. Les pays en développement notamment soulignent l'importance des facteurs socio-économiques et des attitudes traditionnelles qui cantonnent les femmes dans les rôles de mères de famille et d'épouses. Certains pays ont souligné qu'une politique consciente d'amélioration des conditions d'emploi des femmes doit par conséquent aller plus loin que l'adoption de dispositions juridiques en faveur de la non-discrimination et de la protection des mères de famille. Le Gouvernement indien a souligné que l'emploi des femmes devait être un but en soi. En Inde, le chapitre relatif à l'emploi et à la main-d'oeuvre du projet de plan quinquennal 1978-1983 traite séparément de la question de l'emploi des femmes. Les directives suivantes y sont énoncées :

Le Gouvernement encourage spécialement, au moyen de programmes d'investissement, les industries et professions vers lesquelles s'orientent plus volontiers les femmes (emplois de bureau, industries textile, chimique et électronique);

Les établissements bancaires de type coopératif et commercial consentiront des crédits et autres formes d'aide aux femmes désireuses de se lancer dans les affaires et aux coopératives qui emploient une majorité de femmes.

131. A Sri Lanka, dans certains secteurs du gouvernement 20 à 25 p. 100 des postes sont réservés aux femmes. En Thaïlande, le plan de développement précise que le nombre de femmes employées au gouvernement "sera augmenté" au cours de la période du plan. Cuba a pris des mesures en vue de faciliter l'accès des femmes à certains emplois dans les secteurs du transport et du bâtiment. Le principe de l'égalité en matière d'emploi est énoncé dans le nouveau Code pénal promulgué en février 1979 qui stipule que la discrimination ou l'incitation à la discrimination sont passibles de peines de prison. L'assistance judiciaire est gratuite.

132. Certains pays développés à économie de marché, tout en considérant les attitudes généralement adoptées comme une contrainte, soulignent que la structure du marché du travail, à savoir l'existence d'une ségrégation entre le marché du travail ouvert aux hommes et celui qui est ouvert aux femmes, constitue un obstacle majeur au progrès. Récemment, certains gouvernements ont adopté des mesures qui obligent ou incitent les employeurs à créer des emplois à l'intention des femmes 80/.

133. Ainsi, les entrepreneurs et les sous-traitants des Etats-Unis qui détiennent des contrats de construction d'un montant supérieur à 10 000 dollars sont tenus de prendre des mesures précises dans ce sens. La politique suédoise de développement régional prévoit l'octroi de subventions gouvernementales aux sociétés situées dans des zones faiblement peuplées, qui appliquent une politique de recrutement non discriminatoire, c'est-à-dire qui emploient au moins 40 p. 100 de femmes ou 40 p. 100 d'hommes. Cette exigence a fortement stimulé l'emploi des femmes dans des zones où la main-d'oeuvre était préalablement essentiellement masculine. La Norvège, pour sa part, envisage l'adoption d'une politique contingente.

134. Certains pays annoncent avoir pris des mesures pour ouvrir aux femmes des emplois traditionnellement réservés aux hommes. En République fédérale d'Allemagne, une campagne de presse a été entreprise en 1977 à l'intention des femmes et des employeurs, d'une part en vue d'inciter les femmes à mettre à profit leurs périodes d'inactivité pour améliorer leurs qualifications professionnelles et, d'autre part, afin d'expliquer aux employeurs que les compétences acquises par les femmes justifient qu'elles se voient confier des emplois qui ne leur sont pas traditionnellement réservés. La République fédérale d'Allemagne accorde des encouragements ou des indemnités, pour couvrir les dépenses supplémentaires, aux employeurs qui acceptent de former des femmes à des métiers et techniques jusque-là réservés aux hommes. Depuis 1975, la Suède a lancé un programme pilote visant à encourager les femmes à se porter candidates pour des emplois typiquement "masculins". Les efforts systématiques et soutenus qui ont été déployés en vue d'informer et de motiver les femmes, les employeurs et les syndicats, complétés par des visites dans des centres industriels et suivis de programmes de formation ont été couronnés de succès. Une expérience spéciale a également été réalisée à l'Administration nationale des télécommunications. La Norvège examine actuellement un programme de recrutement similaire auquel participeraient les employeurs et les syndicats des secteurs du bâtiment et des travaux publics, ainsi que les autorités des transports publics ferroviaires. Un autre exemple d'une politique plus directe visant à mettre fin à la ségrégation professionnelle est l'expérience réalisée par la Suède et la Norvège, qui consiste à accorder des "subventions pour l'égalité des conditions" aux employeurs qui recrutent des femmes (ou encore des hommes pour les emplois traditionnellement exercés par des femmes). Ces subventions correspondant à un montant horaire fixe, peuvent être accordées pour une période allant jusqu'à six mois.

---

80/ Pour un examen plus complet, voir : Organisation internationale du Travail, Equal Opportunities and Equal Treatment for Men and Women Workers.

C. Mesures et programmes visant à améliorer la condition économique des femmes dans les zones rurales

135. C'est parmi les pays en développement que l'on compte la grande majorité des gouvernements ayant indiqué qu'ils avaient commencé à appliquer ou développer des mesures et des programmes intéressant les femmes des zones rurales. La plupart des pays en développement restent essentiellement agricoles, et une forte proportion de la main-d'oeuvre féminine travaille dans l'agriculture.

136. Dans la région africaine, par exemple, 9 des 20 pays qui ont répondu au questionnaire ont signalé qu'ils avaient adopté des mesures de ce genre. Dans l'ensemble, les efforts portent sur des programmes de développement rural et comportent des mesures législatives ainsi que des initiatives visant à favoriser les activités rémunératrices pour les femmes et à apporter une aide aux organisations féminines. Au Lesotho, "le Ministère du développement rural veille à ce que les femmes participent activement aux activités productrices de revenu, les femmes sont encouragées à coopérer à l'accroissement de la production. Elles font des ouvrages au crochet, de la couture, du tricot, construisent des routes de desserte, et participent à des programmes de conservation des sols dans leurs villages respectifs". De même, le Ministère du développement rural a créé le Bureau du coordonnateur des affaires féminines dont la tâche est d'assurer la participation des femmes au développement rural. Au Mali, un Centre national pour la recherche et le développement industriel créé en 1975 dans le cadre du Ministère du développement industriel est chargé d'étudier les possibilités d'améliorer les activités traditionnelles dans les zones rurales. Parmi les mesures plus spécifiquement destinées aux femmes, il convient de mentionner la création de centres de formation à l'intention des femmes rurales et l'augmentation du nombre des centres sociaux en milieu rural. Au Kenya, le Bureau de la femme se charge de canaliser les apports nécessaires à la formation des femmes et aux projets entrepris par elles. Nombre de ces projets sont producteurs de revenu (élevage, petites entreprises, etc.) d'autres sont des projets de services sociaux destinés aux collectivités (approvisionnement en eau, garderies d'enfants, artisanat). En outre, dans de nombreuses régions du Kenya, les autorités locales ont accepté le principe ainsi que la pratique consistant à confier des entreprises et d'allouer des parcelles de terre à des groupes de femmes rurales en vue du développement.

137. Dans la Jamahiriya arabe libyenne, les centres de développement ruraux chargés de conseiller les exploitants agricoles, hommes et femmes, envisagent actuellement de mettre au point un programme de formation de neuf mois pour permettre aux femmes d'acquérir des compétences professionnelles et techniques.

138. La plupart des pays en développement d'Asie qui ont répondu au questionnaire disent avoir des programmes généraux de développement rural dont quelques-uns mettent particulièrement l'accent sur la participation des femmes. Le Bangladesh a communiqué un document détaillé intitulé "Evaluation, orientée vers l'avenir, des efforts déployés ces dernières années pour faire davantage participer les femmes rurales au développement". Il est indiqué dans ce document qu'une participation accrue a souvent pour origine les possibilités qui peuvent être offertes aux femmes d'améliorer leur éducation et leur formation (cours d'alphabétisation, d'enseignement ménager et d'artisanat).

139. En Inde, durant la période 1975-1978, le Département central du développement rural au Ministère de l'agriculture a fait exécuter des programmes visant à promouvoir et à renforcer les organisations de femmes rurales, grâce à la formation, et à l'octroi de primes d'encouragement, et en offrant une assistance et des facilités multilatérales dans le cadre de la Société de financement des coopératives féminines récemment créée. Le projet de plan pour le développement rural intégré de six ans (1978-1983) a consacré un chapitre distinct aux programmes en faveur des femmes. L'Iraq, le Bahreïn, la République arabe du Yémen ont signalé la création de centres de formation pour le développement social et communautaire axés sur les zones rurales. Ces projets comportent généralement des cours de lecture, d'écriture, d'économie domestique notamment à l'intention des femmes rurales.

140. Le Gouvernement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée rapporte qu'il a entrepris des études sur les incidences sociales des investissements privés sur la condition socio-économique des femmes dans les zones rurales; il souligne également la nécessité d'envisager d'une manière intégrée les projets de développement rural dans lesquels la participation des femmes doit entrer en ligne de compte. Enfin, il signale que le Conseil national des femmes était consulté sur la révision de la législation foncière afin de garantir l'égalité des droits des femmes en ce qui concerne la propriété de la terre et les avantages des programmes de développement rural.

141. En Amérique latine, 11 des 20 pays qui ont répondu au questionnaire ont signalé qu'ils ont pris des mesures pour améliorer la condition économique des femmes des zones rurales. Toutefois, la grande majorité d'entre eux ont fait mention de programmes généraux de développement rural sans indiquer l'effet que ceux-ci peuvent avoir spécifiquement sur les possibilités économiques qu'ils offrent aux femmes et les avantages qu'ils leur apportent sur le plan social.

142. Certains pays ont déclaré avoir lancé ou développé des programmes spéciaux en faveur de la population féminine des zones rurales. Cuba a indiqué que l'intégration des femmes au développement rural est le résultat d'une politique délibérée. La Fédération des femmes cubaines organise des brigades de paysannes pour le travail bénévole et le développement culturel et social et encourage leur regroupement en coopératives; ces femmes représentent actuellement 35 p. 100 de tous les membres des coopératives rurales, et cette proportion va croissant. Cette politique est étayée par une infrastructure de services sociaux et d'équipements collectifs en pleine expansion, qui permettent de libérer les femmes des tâches traditionnelles et de les intégrer au développement économique. Le Gouvernement haïtien a signalé qu'un Bureau national a été créé pour protéger et promouvoir le développement des petites industries artisanales familiales. La Jamaïque a signalé qu'elle envisageait de réorganiser et de développer l'industrie artisanale (qui occupe environ 75 p. 100 des femmes) dans le cadre de l'Institut de l'artisanat. Le Bureau des femmes jamaïquaises a également constitué des groupes de femmes pour l'élevage de chèvres, la formation aux travaux sur bois et aux travaux de soudure et la fabrication de pain et de gâteaux destinés à la vente sur les marchés locaux.

143. Plusieurs gouvernements des pays développés soulignent le rôle essentiel que jouent les femmes dans l'agriculture. La Pologne fait observer que les femmes représentent 60 p. 100 des personnes travaillant dans le secteur agricole privé et possèdent à l'heure actuelle 80 p. 100 des terres cultivées. La Roumanie indique que les femmes, soit 56 p. 100 de la main-d'oeuvre agricole totale, représentent 68 p. 100 des travailleurs agricoles des exploitations individuelles, 60 p. 100 de ceux des coopératives agricoles et seulement 18 p. 100 de ceux des fermes d'Etats. En Union soviétique, en vue de renforcer les équipes de production agricole, il a été décidé de rémunérer en espèces les salariés de toutes les fermes d'Etat et fermes collectives. Les ouvriers agricoles, quelles que soient leur occupation et leur catégorie, y compris toutes les femmes travaillant dans ce secteur, sont couverts par la sécurité sociale d'Etat. Les femmes travaillant dans les zones rurales bénéficient de toutes les installations gratuites mises à la disposition des mères et de celles prévues par les lois protégeant les travailleuses. En vue d'alléger les travaux domestiques et de faciliter l'éducation des enfants dans les villages et les localités, on y a créé des réseaux très développés de magasins, d'ateliers de réparation et de couture, de salons de coiffure, de crèches, de jardins d'enfants et d'écoles, qui ont presque tous l'électricité, le gaz et l'eau courante. Toutes ces mesures ont permis aux femmes de recevoir une éducation et une formation professionnelle. En URSS, les femmes qui habitent dans les zones rurales peuvent être présidentes de fermes collectives, directrices de fermes d'Etat, techniciennes agricoles, agronomes, zootechniciennes, médecins et enseignantes.

144. Il ressort des réponses envoyées que dans les pays développés le principal problème auquel se heurtent les femmes dans le secteur agricole n'est pas de caractère juridique. Le droit des femmes à hériter de la terre et à en être propriétaires est garanti. Quant aux conditions régissant l'octroi de subventions et de prêts pour améliorer l'agriculture, il n'existe pas de discrimination entre les sexes. Il n'est toutefois pas clairement indiqué quels sont les propriétaires effectivement inscrits au cadastre. Il y a des raisons de croire que, dans la plupart des cas, ce sont des hommes, même lorsque l'homme est employé dans le secteur non agricole et que c'est la femme qui accomplit la plupart des tâches agricoles.

145. Certains gouvernements se sont spécialement préoccupés des femmes d'exploitants agricoles qui sont enregistrées comme "travailleur familial non rémunéré". La Finlande, par exemple, évoque la nécessité d'améliorer les pensions de vieillesse des femmes d'exploitants agricoles et de garantir leur droit à des congés annuels. En Pologne, les exploitants agricoles individuels et leur famille ont droit aux soins médicaux gratuits, et un projet de loi qui prévoit un système des pensions de retraite pour les agriculteurs a été adopté.

146. Certains pays déplorent le manque de formation des femmes dans les zones rurales. Ainsi, la République fédérale d'Allemagne fait observer qu'à l'heure actuelle, la moitié des femmes vivant actuellement à la campagne n'ont aucune formation particulière en matière d'agriculture. La Pologne signale qu'un nombre considérable de femmes employées dans les zones rurales n'ayant pas terminé leurs études primaires, on leur offre la possibilité de suivre des cours dits "d'agriculture" qui leur permettent de terminer le cycle primaire et de voir leurs qualifications en agriculture officiellement certifiées. L'Union centrale des cercles d'exploitants agricoles individuels contribue, au moyen de cours destinés aux femmes au foyer, à perfectionner les aptitudes professionnelles des femmes.



147. Le manque de services d'appui - soins à l'enfant, soins de santé, aide en cas de maladie - qui est plus marqué en zones rurales qu'en milieu urbain, est signalé comme constituant un obstacle au progrès, de même que l'insuffisance des transports publics. En Autriche, "les autorités consentent des prêts à faible intérêt pour compléter les crédits d'investissement agricoles en vue d'alléger le travail des paysannes; ces fonds peuvent être utilisés pour l'achat de matériels, de machines et d'appareils permettant d'économiser la main-d'oeuvre et de faciliter le travail ménager et agricole, ainsi que pour meubler des chambres d'hôtes dans les fermes".

148. Enfin, plusieurs pays ont indiqué qu'ils s'efforcent de développer des activités économiques dans les secteurs non agricoles afin de compléter les possibilités d'emploi dans l'agriculture. Ainsi, certains pays ont indiqué qu'ils ont encouragé l'expansion du tourisme comme source de revenus supplémentaires pour les femmes rurales. Les industries familiales et l'artisanat folklorique sont également souvent cités comme sources supplémentaires de revenus.

### III. VUE D'ENSEMBLE

149. Les transformations socio-économiques qui s'opèrent dans la plupart des régions du monde ont donné lieu, comme il ressort de l'étude, à un large éventail de conséquences, dont les effets n'ont pas toujours été favorables aux femmes. Dans les pays en développement, les femmes des zones rurales sont surchargées et sous-rémunérées plutôt que sous-employées, situation qui paraît encore plus dramatique si l'on tient compte des faibles rendements obtenus. En outre, lorsque le processus de modernisation atteint les zones rurales, les femmes ont rarement accès aux facteurs de production fondamentaux tels que la terre, le crédit et les techniques, malgré leur importante participation à la production agricole.

150. Alors que les femmes des zones rurales sont surchargées de travail, les femmes des zones urbaines, en particulier dans les pays en développement, sont nettement sous-employées ou confinées dans des emplois mal rémunérés et marginaux. Dans de nombreux pays en développement, l'expansion des industries à forte intensité de capital, qui s'est accompagnée d'une stagnation ou d'un déclin de l'emploi dans l'agriculture, n'a pas pu absorber l'augmentation rapide de la population, de sorte que les femmes continuent de rechercher un emploi dans les services et dans le vaste secteur non réglementé. Les migrations de travailleurs à la recherche d'un emploi sont devenues un trait caractéristique du développement socio-économique, qui affecte profondément le travail et les conditions de vie des femmes.

151. En outre, lorsque de nouvelles possibilités d'emploi surgissent, les femmes constituent fréquemment des cibles de main-d'oeuvre à bon marché, comme en témoigne l'expansion récente de l'emploi des femmes dans les industries d'exportation en Asie et dans les Caraïbes, alors qu'elles continuent d'être nettement sous-représentées aux postes de haut niveau et dans les emplois hautement qualifiés.

152. Dans les pays à économie planifiée, la proportion de femmes dans la population active nationale est élevée et elles sont réparties d'une manière plus uniforme dans la structure professionnelle. Cependant, elles tendent encore à être concentrées dans certaines professions.

/...



153. Tant dans les pays à économie planifiée que dans les pays développés à économie de marché, il subsiste une différence de revenus entre les sexes, largement due à la ségrégation professionnelle. Dans les pays développés, les femmes sont de plus en plus employées dans le secteur tertiaire qui connaît une rapide expansion, notamment dans le domaine de la vente et des emplois de bureau, les professions paramédicales, l'enseignement et les services personnels.

154. La récente crise économique qui a affecté les économies de marché a touché l'emploi des femmes plus sévèrement que l'emploi des hommes, principalement parce que les femmes sont davantage concentrées dans certains secteurs de l'industrie et dans un petit nombre de métiers. Elles sont en outre sous-représentées dans les syndicats ouvriers, ce qui diminue leur capacité de faire connaître leurs problèmes spécifiques et de défendre leurs droits. Enfin, les problèmes rencontrés par les femmes qui exercent une activité économique doivent également être appréhendés en tenant compte du fait que les femmes sont, de plus en plus, les seules sources de revenus pour elles-mêmes et pour leur famille, et qu'elles sont les premières victimes de la pauvreté.

155. Malgré les différences manifestes qui résultent des niveaux de développement socio-économique et des systèmes politiques, il apparaît que les changements économiques et les progrès évidents survenus au cours des dernières décennies non seulement ont été répartis inégalement entre les pays et les groupes sociaux, mais ont été inégalement partagés entre les hommes et les femmes. L'intégration de la plupart des pays en développement dans l'actuel ordre économique international a conduit à la subordination de l'utilisation de leurs ressources naturelles et humaines aux besoins et aux priorités des pays développés plutôt qu'à l'utilisation de ces ressources conformément aux besoins et aux pleines potentialités des pays en développement eux-mêmes. En conséquence, l'accent a été mis sur les politiques d'exportation tant dans le secteur agricole que dans le secteur industriel, au détriment du développement des marchés intérieurs et de la production alimentaire qui permettrait de réaliser l'auto-suffisance économique. Il en est résulté une pénurie de capitaux et un appauvrissement chronique dans les zones rurales, accroissant les migrations des zones rurales vers les zones urbaines et le chômage et le sous-emploi généralisés. Comme il ressort de ce qui précède, chacun de ces aspects a exercé un effet particulièrement négatif sur le rôle et le statut socio-économique des femmes. La possibilité d'offrir aux femmes de plus grandes possibilités d'occuper un emploi plus productif et plus rémunérateur est clairement liée aux changements qui peuvent être apportés à l'ordre international existant. Cependant, il faudra également redéfinir les politiques nationales de manière à tirer pleinement parti des effets des mesures internationales; en particulier, une répartition plus équitable du revenu interne et un réinvestissement en faveur de l'infrastructure et des services dans les zones rurales contribueraient à éliminer les barrières actuelles qui freinent l'emploi productif des femmes et leur participation effective à l'économie.